

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 196

1^{er} février 2011

SOMMAIRE

3 A Consulting S.A.	9395	Caiapo S.A.	9374
Acrux Lux Invest S.A.	9379	Centurion European German Property 10 S.à r.l.	9405
Ada Consulting S.A.	9402	Compagnie de Construction Collinaire S.A.	9375
Addict	9402	Concepteam S.A.	9407
Aerospace Technology Luxembourg S.à.r.l.	9402	Egospirit S.A.	9374
AF Aircargo Beteiligungs GmbH	9403	Électro-Watt SA	9387
Affrètements, Distributions, Services, Logistic S.A.	9403	FPV Invest S.A.	9388
Agil S.A.	9402	HDL SA	9388
Alfred RECKINGER et Fils, société à responsabilité limitée	9394	H.I.G. Luxembourg Holdings 7S S.à r.l. ..	9395
Alimentation Europa S.A.	9403	H.I.G. Luxembourg Holdings Eight S.à r.l.	9395
Altrima Investment S.A.	9403	Honestas Holding S.A.	9374
Arcana Holding S.A.	9404	Horion S.A.	9388
Arcania S.A.	9404	I.C.B.I. Lux S.à r.l.	9396
Ariata S.A.	9404	La Financière d'Intégration Européenne S.A.	9388
A Tasquinha S.à r.l.	9399	LSF5 Roundup Holdings S.à r.l.	9404
Atelier Mécanique Scheier et Fils S.à r.l.	9402	Medial European Communications Holding S.A.	9388
A TIA S. à r.l.	9401	NM Coiffure S.A.	9394
Autocars Zenner S.à r.l.	9403	Patterns & Industrial Investments (P2I) S.A.	9379
Axus Luxembourg S.A.	9405	Permira SCF S.à r.l.	9382
Azur Immobiliare S.A.	9408	Pernambuco S.A.	9394
Baltray S.à r.l.	9406	Pernambuco S.A.	9394
B+C Beschläge S.à.r.l.	9406	Platinum Emar S.C.A.	9362
Beatriz S.à r.l.	9406	RE French Investments 2 S.à r.l.	9407
Belval Square SA	9406	Tempo - Team Luxembourg S.A.	9375
Bertarelli S.C.A.	9379	TI Expansion S.A.	9399
BHG Luxembourg Sàrl	9406	Trahern Capital S.à r.l.	9375
Biotechnology Ingredient Supplement S.à r.l.	9407	Uranus Capital S.A.	9389
Black & Decker Luxembourg S.à r.l.	9383	Walker & Williams Investment Group S.A.	9379
B.M.D. International S.A.	9405	WP Roaming Holdings S.A.	9382
B.M.T. S.A.H.	9405		
Brasserie Santo Tirso S.à r.l.	9407		
B - Tel Trading S.A.	9405		
café-culture s.à.r.l.	9399		

Platinum Emar S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 96.489.

L'an deux mille dix, le sept décembre.

Par-devant nous Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à SANEM, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est réunie une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société «PLATINUM EMAR S.C.A.», une société en commandite par actions régie par le droit luxembourgeois, dont le siège social se trouve actuel au 17 rue Beaumont, L-1219 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg, issue de la scission de la société anonyme FERRUM S.A., suivant acte notarié dressé en date du 10 février 2003 et publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») numéro 318 du 25 mars 2003 et inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro 96 489 (la «Société»). Les statuts de la Société ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois suivant acte notarié reçu le 31 octobre 2008, publié au Mémorial sous le numéro 2850 du 27 novembre 2008. La société est assujettie à la directive CEE 2a e 4a en matière sociétaire.

L'assemblée a été déclarée ouverte sous la présidence de Madame Sophie ERK, employée privée, avec adresse professionnelle à Luxembourg,

qui a désigné comme secrétaire Monsieur Brendan D. KLAPP, employé privé, avec adresse professionnelle à Belvaux, Grand-Duché de Luxembourg.

L'assemblée a choisi comme scrutateur Monsieur Antonio FERNANDES, employé privé, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

Le bureau de l'assemblée ainsi constitué, le président a exposé et prié le notaire d'acter ce qui suit:

A) Que l'ordre du jour de l'assemblée était le suivant:

Ordre du jour:

- 1) Modification de la dénomination de la Société en «BELTRAME HOLDING S.p.A.».
- 2) Fixation de la durée de la Société jusqu'au 31 décembre 2050.
- 3) Démission avec décharge des membres du conseil de surveillance de la Société.
- 4) Transfert du siège social statutaire et administratif de la Société du Grand-Duché de Luxembourg en Italie, et adoption par la Société de la nationalité italienne; décision à prendre à l'unanimité des actionnaires, conformément à l'article 67-1 (1) de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.
- 5) Fixation du nouveau siège social de la Société à Corso Garibaldi, 49, 20121 Milano (Italie).
- 6) Modification de l'objet social de la Société dans son intégralité, de telle sorte que son nouveau libellé est maintenant défini par l'article TROIS (3) des statuts refondus de la Société en langue italienne.
- 7) Refonte complète des statuts de la Société pour les adapter à la législation italienne.
- 8) Fixation de la clôture de l'exercice sociale en cours.
- 9) Nomination d'un Collège de cinq (5) administrateurs.
- 10) Nomination de membres du Collège de Commissaires.
- 11) Délégation de pouvoirs.

B) Que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur tous les objets portés à l'ordre du jour.

C) Que l'intégralité du capital social actuellement fixé à UN MILLIONS D'EUROS (1'000'000.- EUR) divisé en dix mille neuf cent soixante-douze (10'972) Actions de Commandité détenue par le Gérant Commandité et quatre cent quatre-vingt-neuf mille vingt-huit (489'028) Actions de Commanditaires détenues par les Actionnaires Commanditaires et ayant toutes (Actions de Commandité et Commanditaires) une valeur nominale de DEUX EUROS (2.- EUR) chacune étant représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires DECIDE de changer la raison sociale de la Société en «BELTRAME HOLDING S.p.A.».

Deuxième résolution

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires DECIDE de fixer la durée de la Société une fois transférée en Italie, jusqu'au 31 décembre 2050.

Troisième résolution

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires DECIDE d'accepter la démission de Messieurs Alexis DE BERNARDI, Jean-Marc HEITZ, Robert REGGIORI, en leurs qualités de membres du conseil de surveillance de la Société et DECIDE de leur accorder pleine et entière décharge pour l'accomplissement de leur mandat respectif jusqu'au jour de la présente assemblée générale extraordinaire.

Quatrième résolution

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires DECIDE de transférer le siège social administratif et le siège de direction effective de la Société du Grand-Duché de Luxembourg à Milan (Italie) et de faire adopter par la Société la nationalité italienne, sans toutefois que ce changement de nationalité et transfert de siège donne lieu, ni légalement, ni fiscalement à la constitution d'une nouvelle entité juridique, conformément à la directive de la CEE du 17 juillet 1969, et aux dispositions des articles 4 et 50 du D.P.R. du 26 avril 1986, numéro 131.

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires constate que cette résolution a été prise en conformité avec l'article 67-1 (1) de la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales et que les droits d'apport ont été régulièrement payés au Grand-Duché de Luxembourg.

Cinquième résolution

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires DECIDE de fixer le nouveau siège social de la Société à Corso Garibaldi, 49, 20121 Milano (Italie).

Sixième résolution

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires DECIDE de modifier l'objet social existant de la Société dans son intégralité, de telle sorte que son nouveau libellé est maintenant défini par l'article TROIS (3) des statuts refondus de la Société en langue italienne.

Septième résolution

Afin de refléter tous ces changements intervenus ci-avant, l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires DECIDE de procéder à une refonte complète des statuts de la Société nouvellement dénommée «BELTRAME HOLDING S.p.A.», adoptant la forme juridique d'une société anonyme, pour les mettre en concordance avec la législation italienne et de les arrêter comme suit:

Nouvelle version des statuts en langue italienne:

STATUTO

Denominazione - Scopo - Sede - Durata

Art. 1.

1.1 E' costituita una Società per azioni con la denominazione di " BELTRAME HOLDING S.p.A.".

Art. 2.

2.1 La società ha sede nel Comune di MILANO all'indirizzo risultante dalla apposita iscrizione eseguita presso il registro delle Imprese a sensi dell'art. 111-ter disposizioni di attuazione del codice civile.

2.2 L'Organo Amministrativo ha facoltà di istituire e di sopprimere ovunque unità locali operative (ad esempio succursali, filiali o uffici amministrativi senza stabile rappresentanza) nonché di trasferire la sede sociale nell'ambito del Comune sopra indicato sub 2.1.

Art. 3.

3.1 La società ha per oggetto lo svolgimento, in Italia e all'estero, delle attività di:

- assunzione di partecipazioni e interessenze, sotto qualsiasi forma, in società o enti;
- gestione delle partecipazioni possedute;
- concessione di finanziamenti sotto qualsiasi forma, ivi incluso il rilascio di garanzie, a favore delle società direttamente o indirettamente partecipate.

È comunque escluso l'esercizio di qualsiasi attività che sia riservata agli iscritti in albi professionali previsti dal T.U.F. nonché l'esercizio nei confronti del pubblico delle attività di assunzione di partecipazioni, di concessione di finanziamenti sotto qualsiasi forma, di prestazione di servizi di pagamento e di intermediazione in cambi e ogni altra attività di cui all'art. 106 T.U.B. (D. Lgs. 1/9/1993 n° 385).

3.2 La società, per il raggiungimento dell'oggetto sociale, potrà compiere tutte le operazioni commerciali, industriali ed immobiliari ed inoltre potrà compiere, in via non prevalente e del tutto accessoria e strumentale e comunque con espressa esclusione di qualsiasi attività svolta nei confronti del pubblico, operazioni finanziarie e mobiliari, concedere fidejussioni, avalli, cauzioni, nonché garanzie anche a favore di terzi.

Art. 4.

4.1 La durata della società è fissata sino al 31 (trentuno) dicembre 2050 (duemilacinquanta) e può essere prorogata per deliberazione dell'Assemblea straordinaria.

Capitale sociale - Finanziamenti soci**Art. 5.**

5.1 Il capitale è fissato in €. 1.000.000 (unmilione) suddiviso in n. 500.000 (cinquecentomila) azioni del valore nominale di €. 2 cadauna.

Art. 6.

6.1 Il capitale potrà essere aumentato a pagamento (mediante nuovi conferimenti in denaro o in natura) o a titolo gratuito (mediante passaggio a capitale di riserve o altri fondi disponibili)

6.2 Possono essere conferiti, a liberazione dell'aumento a pagamento del capitale, denaro, beni in natura e crediti; la delibera di aumento del capitale deve stabilire le modalità del conferimento: in mancanza di qualsiasi indicazione il conferimento deve farsi in denaro.

6.3 In caso di delibera di aumento del capitale sociale ovvero di emissione di obbligazioni convertibili in azioni spetta ai soci il diritto di opzione nonché il diritto di prelazione sulle azioni e/o obbligazioni convertibili eventualmente rimaste inoperte; se vi sono obbligazioni convertibili il diritto di opzione spetta anche ai possessori di queste, in concorso con i soci, sulla base del rapporto di cambio. Si applica la disposizione dell'art. 2441 c.c.

Potranno essere omessi sia il deposito presso il Registro Imprese dell'offerta di opzione che ogni altra forma di pubblicità della stessa, qualora tutti i soci siano presenti (in proprio o per delega) all'assemblea che delibera l'aumento e dichiarino di essere già informati dell'offerta di opzione e del termine relativo.

6.4 Il capitale potrà essere ridotto nei casi e con le modalità di legge.

Art. 7.

7.1 I soci potranno eseguire, su richiesta dell'organo amministrativo ed in conformità alle vigenti disposizioni di carattere fiscale, versamenti in conto/capitale ovvero finanziamenti sia fruttiferi che infruttiferi, che non costituiscano raccolta di risparmio tra il pubblico a sensi delle vigenti disposizioni di legge in materia bancaria e creditizia.

7.2 In caso di versamenti in conto capitale, le relative somme potranno essere utilizzate per la copertura di eventuali perdite ovvero trasferite a diretto aumento del capitale di qualunque importo, e ciò previa conforme delibera assembleare.

Azioni - Trasferimento delle azioni**Art. 8.**

8.1 La partecipazione sociale è rappresentata da azioni. E' consentita l'attribuzione di azioni anche in misura non proporzionale ai conferimenti. Peraltro, in mancanza di specifica determinazione in tal senso, a ciascun socio è assegnato un numero di azioni proporzionale alla parte del capitale sociale sottoscritta e per un valore non superiore a quello del suo conferimento.

8.2 Le azioni conferiscono ai loro possessori uguali diritti.

Tuttavia con apposita delibera di assemblea straordinaria possono essere create particolari categorie di azioni fornite di diritti diversi a sensi degli artt. 2348 e segg. cod. civ.; comunque tutte le azioni appartenenti alla medesima categoria conferiscono uguali diritti. In caso di creazione di dette particolari categorie di azioni, le deliberazioni dell'assemblea, che pregiudicano i diritti di una di esse, devono essere approvate anche dall'assemblea speciale degli appartenenti alla categoria interessata. Alle assemblee speciali si applicano le disposizioni relative alle assemblee straordinarie.

Art. 9.

9.1 Nel caso di comproprietà di un'azione, i diritti dei comproprietari devono essere esercitati da un rappresentante comune nominato secondo le modalità previste dagli articoli 1105 e 1106 del codice civile.

9.2 Nel caso di pegno, usufrutto o sequestro sulle azioni si applica l'articolo 2352 del codice civile.

9.3 Per l'acquisto da parte della società di azioni proprie, per il compimento di altre operazioni su azioni proprie, e per l'acquisto di azioni da parte di società controllate si applicano le disposizioni di cui agli artt. 2357 e segg. c.c.

Art. 10.

10.1 Le azioni ed il diritto di opzione, sono trasferibili per atto tra vivi tuttavia agli altri soci, regolarmente iscritti a libro soci, spetta il diritto di prelazione per l'acquisto a sensi del successivo punto 10.3.

10.2 Per "trasferimento per atto tra vivi" ai fini dell'applicazione del presente articolo s'intendono compresi tutti i negozi di alienazione, nella più ampia accezione del termine e quindi, oltre alla vendita, a puro titolo esemplificativo, i contratti di permuta, conferimento, dazione in pagamento e donazione ed il trasferimento di mandato fiduciario.

10.3 Per l'esercizio del diritto di prelazione valgono le seguenti disposizioni e modalità:

- il socio che intende trasferire in tutto od in parte le proprie azioni, nei casi di cui al precedente punto 10.2, dovrà comunicare la propria offerta a mezzo lettera raccomandata all'organo amministrativo: l'offerta deve contenere le generalità del cessionario e le condizioni della cessione, fra le quali, in particolare, il prezzo e le modalità di pagamento. L'organo

amministrativo, entro quindici giorni dal ricevimento della raccomandata, comunicherà l'offerta agli altri soci, che dovranno esercitare il diritto di prelazione con le seguenti modalità:

a) ogni socio interessato all'acquisto deve far pervenire all'organo amministrativo la dichiarazione di esercizio della prelazione con lettera raccomandata consegnata alle poste non oltre trenta giorni dalla data di ricevimento (risultante dal timbro postale) della comunicazione da parte dell'organo amministrativo;

b) le azioni dovranno essere trasferite entro trenta giorni dalla data in cui l'organo amministrativo avrà comunicato al socio offerente - a mezzo raccomandata da inviarsi entro quindici giorni dalla scadenza del termine di cui sub a) - l'accettazione dell'offerta con l'indicazione dei soci accettanti, della ripartizione tra gli stessi delle azioni offerte (e delle eventuali modalità da osservare nel caso in cui le azioni offerte non siano proporzionalmente divisibili tra tutti i soci accettanti), della data fissata per il trasferimento;

- la comunicazione dell'intenzione di trasferire le azioni formulata con le modalità sopra indicate equivale a "invito a proporre". Pertanto il socio che ha effettuato la comunicazione, dopo essere venuto a conoscenza della accettazione da parte dell/i titolare/i del diritto di prelazione, avrà la possibilità di non prestare il proprio consenso alla conclusione del contratto e di desistere dalla sua intenzione di trasferire le azioni, dandone notizia all'organo amministrativo a mezzo raccomandata con ricevuta di ritorno, che sarà inoltrata in copia anche a tutti i soci che abbiano esercitato la prelazione, entro i successivi 15 (quindici) giorni;

- nell'ipotesi di esercizio del diritto di prelazione da parte di più di un socio, le azioni offerte spetteranno ai soci interessati in proporzione al valore nominale delle azioni da ciascuno di essi possedute;

- se qualcuno degli aventi diritto alla prelazione non possa o non voglia esercitarla, il diritto a lui spettante si accresce proporzionalmente a favore di quei soci che, viceversa, abbiano dichiarato di esercitarla, salvo che gli stessi abbiano dichiarato di volersi avvalere della prelazione solo ed esclusivamente in proporzione alle proprie azioni;

- il diritto di prelazione dovrà comunque essere esercitato dagli altri soci, anche in via non proporzionale tra di loro verificandosi il caso di cui all'ultimo periodo del punto precedente, per la totalità delle azioni offerte, posto che tale è l'oggetto della proposta formulata dal socio offerente;

- qualora non si verifichi la condizione di cui al punto che precede ovvero nessun socio intenda acquistare le azioni offerte nel rispetto dei termini e delle modalità sopra indicati il socio offerente sarà libero di trasferire la totalità delle azioni offerte in vendita all'acquirente indicato nella comunicazione entro i sessanta giorni successivi dal giorno in cui è scaduto il termine per l'esercizio del diritto di prelazione, scaduto tale termine la procedura della prelazione deve essere ripetuta;

- la prelazione deve essere esercitata per il prezzo indicato dall'offerente. Qualora il prezzo richiesto sia ritenuto eccessivo da uno qualsiasi dei soci che abbia manifestato nei termini e nelle forme di cui sopra la volontà di esercitare la prelazione nonché in tutti i casi in cui la natura del negozio non preveda un corrispettivo ovvero il corrispettivo sia diverso dal denaro, il prezzo della cessione sarà determinato dalle parti di comune accordo tra loro. Qualora non fosse raggiunto alcun accordo, il prezzo sarà determinato, mediante relazione giurata di un esperto nominato dal Presidente della C.C.I.A.A. del luogo presso il cui registro imprese è iscritta la società, su istanza della parte più diligente; nell'effettuare la sua determinazione l'esperto dovrà tener conto della consistenza patrimoniale della società e delle sue prospettive reddituali, nonché del valore dei beni materiali ed immateriali da essa posseduti, della sua posizione nel mercato e di ogni altra circostanza e condizione che viene normalmente tenuta in considerazione ai fini della determinazione del valore di partecipazioni societarie, con particolare attenzione a un eventuale "premio di maggioranza" per il caso di trasferimento del pacchetto di controllo della società; le spese della relazione giurata saranno a carico della società nel caso in cui il valore stabilito dall'esperto sia inferiore di oltre il 20% (venti per cento) rispetto al prezzo offerto; negli altri casi, invece, dette spese saranno a carico di chi ha richiesto la relazione giurata.

- Qualora il prezzo stabilito dall'esperto risultasse superiore al prezzo offerto dal potenziale acquirente, il trasferimento a favore dei soci aventi diritto di prelazione avverrà comunque al prezzo offerto dal potenziale acquirente; qualora il prezzo stabilito dall'esperto risultasse inferiore al prezzo offerto dal potenziale acquirente, il trasferimento a favore dei soci aventi diritto di prelazione avverrà al prezzo determinato dall'esperto, salva sempre la facoltà per il socio cedente di desistere dalla sua intenzione di cedere le azioni e di non prestare il proprio consenso alla conclusione del contratto di trasferimento, da esercitarsi con le modalità sopra stabilite;

- il diritto di prelazione spetta ai soci anche quando si intenda trasferire il diritto di opzione e la nuda proprietà delle azioni. Il diritto di prelazione non spetta invece per il caso di costituzione di diritti reali o di garanzia (compresi l'usufrutto ed il pegno). Tuttavia per la costituzione di diritti reali o di garanzia (compresi l'usufrutto ed il pegno) con efficacia verso la società, è richiesto il preventivo consenso scritto di tutti gli altri soci.

10.4 Il trasferimento delle azioni e del diritto di opzione, sarà possibile senza l'osservanza delle formalità di cui al precedente punto 10.3 qualora il socio cedente abbia ottenuto la rinuncia all'esercizio del diritto di prelazione per quella specifica cessione da parte di tutti gli altri soci nonché nel caso in cui il trasferimento avvenga a favore di parenti in linea retta, in qualunque grado, del cedente, non spettando in tale caso agli altri soci il diritto di prelazione.

10.5 Nell'ipotesi di trasferimento per atto tra vivi eseguito senza l'osservanza di quanto prescritto nel presente articolo, l'acquirente non avrà diritto di essere iscritto nel libro soci, non sarà legittimato all'esercizio del voto e degli altri diritti amministrativi e patrimoniali e non potrà alienare le azioni con effetto verso la società.

10.6 L'intestazione a società fiduciaria o la reintestazione, da parte della stessa (previa esibizione del mandato fiduciario) agli effettivi proprietari non è soggetta a quanto disposto dal presente articolo, purché venga dimostrata, nel caso di reintestazione, la continuità del mandato in capo al medesimo fiduciante dalla data della originaria intestazione alla fiduciaria fino alla reintestazione.

10.7 Il diritto di prelazione compete ai soci anche nel caso in cui venga trasferita la partecipazione di controllo in una società socia della presente società ovvero avvenga un qualsiasi altro mutamento in detta partecipazione di controllo (come ad esempio per effetto di fusione, scissione, conferimento) che determini il subentro di un nuovo soggetto nella titolarità di detto controllo. In tale ipotesi, l'organo amministrativo della società socia dovrà offrire agli altri soci l'acquisto di tutte le azioni della presente società detenute dalla società socia entro la fine dell'esercizio sociale nel corso del quale è stata trasferita o è mutata la partecipazione di controllo. L'offerta dovrà essere effettuata con le modalità indicate nel precedente 10.3, precisandosi che agli altri soci compete il diritto di fare ricorso ad un esperto per la determinazione del prezzo, secondo quanto previsto sempre nel precedente punto 10.3.

Qualora la società socia non adempia all'obbligo posto a suo carico, con riguardo alle azioni dalla stessa detenute si produrranno gli stessi effetti previsti per il caso di mancato rispetto del diritto di prelazione dal precedente punto 10.5 (la società socia, pertanto, non sarà più legittimata all'esercizio del voto e degli altri diritti amministrativi e patrimoniali e non potrà alienare le azioni con effetto verso la società).

La medesima disciplina si applica anche nel caso in cui venga ceduta la partecipazione di controllo (ovvero avvenga un qualsiasi altro mutamento in detta partecipazione di controllo che determini il subentro di un nuovo soggetto nella titolarità di detto controllo) di una società che, benché non socia, abbia il controllo diretto o indiretto (attraverso partecipazione ad altre società) della società socia, così che debba considerarsi la titolare effettiva delle azioni della presente società (di seguito "società capogruppo").

In tal caso compete sempre ed esclusivamente all'organo amministrativo della società socia offrire agli altri soci l'acquisto delle azioni della presente società entro la fine dell'esercizio sociale nel corso del quale è stata ceduta o è mutata la partecipazione di controllo della "società capogruppo".

10.8 Nel caso un socio (di seguito la "Parte Cedente") intenda trasferire parte delle proprie azioni al/i terzo/i, dovrà fare in modo che sia garantita agli altri soci (le "Altre Parti") la possibilità di trasferire al/i terzo/i acquirente/i alle medesime condizioni e termini, parte delle azioni dagli stessi detenute, proporzionalmente pari a quella posta in vendita dalla Parte Cedente.

Nel caso la Parte Cedente intenda trasferire tutte le proprie azioni al/i terzo/i dovrà fare in modo che sia garantita alle Altre Parti la possibilità di trasferire al/i terzo/i acquirente/i alle medesime condizioni e termini, tutte le azioni dagli stesse detenute.

I soci che intendono avvalersi del presente diritto di covendita dovranno comunicarlo alla Parte Cedente a mezzo lettera raccomandata entro 20 (venti) giorni dalla data di ricevimento della comunicazione di offerta prevista al precedente punto 10.3.

Nell'ipotesi in cui il/i terzo/i acquirente/i non intenda/no acquistare anche le azioni delle Altre Parti che abbiano dichiarato di voler esercitare il diritto di co-vendita la Parte Cedente farà in modo che il/i terzo/i acquisti/ino lo stesso numero di azioni della Società che avrebbe/ro acquistato dalla Parte Cedente ma pro quota da quest'ultima e da tutte le Altre Parti salvo che queste vi rinuncino dandone tempestiva comunicazione scritta agli altri soci. Qualora non sia possibile la cessione diretta pro quota dalle Altre Parti a favore del/i terzo/i, la Parte Cedente concederà a favore delle Altre Parti che non hanno potuto cedere alle medesime condizioni e termini, una opzione per l'acquisto a suo nome delle azioni che il terzo/i avrebbe/ro dovuto acquistare pro quota dalle Altre Parti.

Nell'ipotesi in cui il prospettato trasferimento avvenga in base ad un titolo che non comporti evidenziazione di un prezzo detto prezzo verrà stabilito secondo criteri di cui al precedente punto 10.3.

Art. 11.

11.1 Le azioni sono liberamente trasferibili per successione mortis causa.

11.2 In caso di continuazione della società con più eredi del socio defunto gli stessi dovranno nominare un rappresentante comune.

Assemblée

Art. 12.

12.1 L'Assemblea è ordinaria o straordinaria a sensi di legge.

12.2 L'assemblea deve essere convocata dall'Organo Amministrativo, anche su domanda dei soci a sensi dell'art. 2367 c.c.; l'assemblea è convocata presso la sede sociale, ovvero in altro luogo purché in Italia o nell'ambito del territorio di Nazione appartenente alla Unione Europea.

12.3 L'Assemblea viene convocata con avviso fatto pervenire ai soci ed agli altri aventi diritto, al proprio domicilio, almeno otto giorni prima di quello fissato per l'assemblea; a tal fine detto avviso può essere comunicato con lettera raccomandata con avviso di ricevimento ovvero può essere consegnato a mano e controfirmato per ricevuta dal destinatario, ovvero può essere comunicato con qualsiasi altro mezzo idoneo allo scopo (compresi telefax, posta elettronica o altri mezzi simili) purché, in ogni caso, sia garantita la prova, anche mediante specifica dichiarazione resa dal destina-

tario, dell'avvenuto ricevimento. In alternativa alle modalità di convocazione sopra indicate, qualora non sia possibile avvalersi di mezzi che garantiscano la prova dell'avvenuto ricevimento dell'avviso da parte dei soci e degli altri aventi diritto (ad esempio nel caso non sia possibile ottenere la prova, neppure per specifica dichiarazione del destinatario, del ricevimento prima della data per la quale è stata fissata l'assemblea ovvero nel caso di soci o altri aventi diritto irreperibili al domicilio comunicato alla società), l'Assemblea potrà essere convocata mediante avviso pubblicato nella Gazzetta Ufficiale della Repubblica Italiana almeno quindici giorni prima di quello fissato per l'assemblea.

12.4 Nell'avviso di convocazione debbono essere indicati il giorno, il luogo, l'ora dell'adunanza e l'elenco delle materie da trattare. Nell'avviso di convocazione potrà essere prevista una data ulteriore di seconda convocazione per il caso in cui nella adunanza prevista in prima convocazione l'assemblea non risultasse legalmente costituita; nell'avviso potranno essere previste ulteriori convocazioni per le quali valgono le medesime maggioranze previste per l'assemblea di seconda convocazione.

12.5 In mancanza di formale convocazione l'assemblea si reputa regolarmente costituita in forma totalitaria quando è rappresentato l'intero capitale sociale e partecipa alla assemblea la maggioranza dei componenti del Consiglio di Amministrazione, nonché la maggioranza dei componenti del Collegio Sindacale. Tuttavia in tale ipotesi ciascuno dei partecipanti può opporsi alla discussione degli argomenti sui quali non si ritenga sufficientemente informato.

12.6 Nell'ipotesi di cui al precedente punto 12.5, dovrà essere data tempestiva comunicazione delle deliberazioni assunte ai componenti del Consiglio di Amministrazione e del Collegio Sindacale non presenti.

Art. 13.

13.1 L'Assemblea è presieduta dal Presidente del Consiglio di Amministrazione. In caso di assenza o di impedimento di questi, l'Assemblea sarà presieduta dalla persona eletta con il voto della maggioranza dei presenti.

13.2 L'Assemblea nomina un segretario anche non socio ed occorrendo uno o più scrutatori anche non soci.

13.3 Spetta al Presidente dell'Assemblea constatare la regolare costituzione della stessa, accertare l'identità e la legittimazione dei presenti, dirigere e regolare lo svolgimento dell'assemblea ed accertare i risultati delle votazioni.

Art. 14.

14.1 Possono intervenire all'assemblea i soci cui spetta il diritto di voto, previa esibizione al Presidente, all'inizio dei lavori dell'assemblea, dei propri titoli azionari, a meno che, alla data dell'assemblea stessa, non risultino già iscritti nel libro soci; nel caso di mancata emissione di titoli azionari possono intervenire all'assemblea i soci cui spetta il diritto di voto che alla data dell'assemblea stessa risultino iscritti nel libro soci. Non è invece necessario il preventivo deposito delle azioni o della relativa certificazione.

14.2 Ogni socio che abbia diritto di intervenire all'assemblea può farsi rappresentare per delega scritta, delega che dovrà essere conservata dalla società. Se la delega viene conferita per la singola assemblea ha effetto anche per le successive convocazioni. E' ammessa anche la procura generale a valere per più assemblee, indipendentemente dal loro ordine del giorno. La rappresentanza non può essere conferita né ai componenti degli organi amministrativi o di controllo o ai dipendenti della società, né alle società da essa controllate o ai membri degli organi amministrativi o di controllo o ai dipendenti di queste. Si applicano le altre disposizioni dell'art. 2372 c.c.

14.3 E' possibile l'intervento in Assemblea mediante mezzi di telecomunicazione purché sia consentito effettuare gli accertamenti e porre in essere tutte quelle attività che devono risultare dal verbale; in particolare deve essere consentito al Presidente di accertare l'identità e la legittimazione degli intervenuti ed il capitale dagli stessi rappresentato, constatare le modalità e proclamare i risultati della votazione, identificando i soci favorevoli, astenuti e dissenzienti; deve inoltre essere consentito agli intervenuti di partecipare alla discussione ed alla votazione simultanea sugli argomenti all'ordine del giorno, di visionare, ricevere o trasmettere documenti, di fare le dichiarazioni pertinenti all'ordine del giorno da riassumere, a loro richiesta, nel verbale.

14.4 Nel caso venga richiesto il rinvio dell'assemblea ai sensi e per gli effetti di cui all'art. 2374 c.c.:

- il rinvio viene disposto dal Presidente verificata la sussistenza di tutte le condizioni poste dall'art. 2374 c.c. suddetto
- il Presidente nel disporre il rinvio fissa il luogo, la data e l'ora della seduta di rinvio (fermo restando l'ordine del giorno)
- le disposizioni assunte dal Presidente debbono risultare dal verbale dell'assemblea rinviata

Il rinvio determina la sospensione della seduta assembleare, con la conseguenza che la seduta di rinvio deve considerarsi mera prosecuzione della seduta sospesa; non è, pertanto, necessario procedere ad una nuova convocazione.

All'inizio della seduta di rinvio il Presidente dell'Assemblea deve nuovamente verificare la sussistenza dei quorum costitutivi di cui al successivo art. 15.

Art. 15.

15.1 Ogni azione attribuisce il diritto di voto, salvo che nel caso in cui siano state create particolari categorie di azioni fornite di diritti diversi a sensi del precedente art. 8.2 azioni che a fronte del riconoscimento di particolari diritti siano senza diritto di voto, o con diritto di voto limitato. Il valore di tali azioni non può complessivamente superare la metà del capitale sociale

15.2 L'assemblea ordinaria in prima convocazione è regolarmente costituita con la presenza di tanti soci che rappresentino almeno il 70 % del capitale sociale, e delibera col voto favorevole di tanti soci che rappresentino almeno il 70 % del capitale sociale. L'assemblea ordinaria in seconda convocazione, salvo quanto in appresso indicato per l'approvazione del bilancio e per la nomina e la revoca delle cariche sociali, è regolarmente costituita con la presenza di tanti soci che rappresentino almeno il 65 % del capitale sociale, e delibera col voto favorevole di tanti soci che rappresentino almeno il 70 % del capitale sociale. L'assemblea ordinaria in seconda convocazione chiamata a deliberare sull'approvazione del bilancio e per la nomina e la revoca delle cariche sociali è invece regolarmente costituita qualunque sia la parte di capitale rappresentata dai soci partecipanti, e delibera a maggioranza assoluta degli intervenuti.

15.3 L'assemblea straordinaria in prima convocazione è regolarmente costituita con la presenza di tanti soci che rappresentino almeno il 70 % del capitale sociale, e delibera col voto favorevole di tanti soci che rappresentino almeno il 70% del capitale sociale. L'assemblea straordinaria in seconda convocazione è regolarmente costituita con la presenza di tanti soci che rappresentino almeno il 70% del capitale sociale, e delibera col voto favorevole di tanti soci che rappresentino almeno il 70% del capitale sociale.

15.4 Restano comunque salve le altre disposizioni di legge o del presente statuto che per particolari delibere richiedono diverse specifiche maggioranze.

15.5 Salvo diversa disposizione di legge o del presente statuto le azioni per le quali non può essere esercitato il diritto di voto, ma per le quali non è escluso il diritto di intervento all'assemblea, sono computate ai fini della regolare costituzione dell'assemblea ma non ai fini del calcolo della maggioranza e della quota di capitale richiesta per l'approvazione della deliberazione.

15.6 Il quorum costitutivo è calcolato una sola volta all'inizio dell'assemblea. Il "quorum di base deliberativo", ossia il capitale rappresentato in assemblea sul quale conteggiare la maggioranza necessaria per adottare la deliberazione, va invece verificato all'inizio dell'unica o di ciascuna votazione, nel caso di più votazioni nel corso della medesima assemblea.

Art. 16.

16.1 Le deliberazioni dell'Assemblea devono constare da verbale sottoscritto dal presidente e dal segretario o dal notaio, se richiesto dalla legge.

16.2 Il verbale deve indicare la data dell'assemblea e, anche in allegato, l'identità dei partecipanti e il capitale rappresentato da ciascuno; deve altresì indicare le modalità e il risultato delle votazioni e deve consentire, anche per allegato, l'identificazione dei soci favorevoli, astenuti o dissenzienti. Nel verbale devono essere riassunte, su richiesta dei soci, le loro dichiarazioni pertinenti all'ordine del giorno.

16.3 Il verbale dell'assemblea straordinaria deve essere redatto da un notaio.

16.4 Il verbale deve essere redatto senza ritardo nei tempi necessari per la tempestiva esecuzione degli obblighi di deposito e pubblicazione.

16.5 Il verbale dell'assemblea, anche se redatto per atto pubblico, dovrà essere trascritto, senza indugio, nel Libro delle Adunanze e delle deliberazioni delle assemblee.

16.6 Nel caso di azioni gravate da diritti reali, i diritti (ed in particolare il diritto di intervento all'assemblea) e le facoltà riconosciuti ai soci dai precedenti articoli da 12 a 15 spetteranno invece ai titolari dei diritti reali investiti del diritto di voto.

Amministrazione

Art. 17.

17.1 La società è amministrata da un Consiglio di Amministrazione composto da cinque membri.

17.2 Salva diversa deliberazione dell'assemblea assunta all'unanimità del capitale sociale, la nomina dei membri del Consiglio di Amministrazione avviene sulla base di liste di cinque candidati, presentate da ciascun socio o gruppi di soci e da conservarsi agli atti della Società nei termini che seguono:

- (a) i candidati di ogni lista devono essere elencati mediante numero progressivo;
- (b) ogni socio o gruppo di soci voterà una sola lista e avrà un numero di voti pari alle azioni ordinarie rappresentate in assemblea;
- (c) i voti ottenuti da ciascuna lista saranno divisi successivamente per uno, due, tre, quattro, cinque;
- (d) i quozienti ottenuti sono assegnati progressivamente ai candidati di ciascuna lista, nell'ordine dalla stessa previsto e sono disposti in un'unica graduatoria decrescente formata dai candidati di tutte le liste presentate;
- (e) risultano eletti coloro che, nell'unica graduatoria decrescente di cui sopra, hanno ottenuto i quozienti più elevati sino a concorrenza del numero dei componenti il Consiglio di Amministrazione da nominarsi; e
- (f) in caso di parità di quoziente, per l'ultimo consigliere da eleggere è preferito quello della lista che abbia ottenuto il maggior numero di voti e, a parità di voti, quello più anziano di età.

17.3 GLI AMMINISTRATORI POTRANNO ESSERE ANCHE NON SOCI. NON POSSONO ESSERE NOMINATI ALLA CARICA DI AMMINISTRATORE E SE NOMINATI DECADONO DALL'UFFICIO COLORO CHE SI TROVANO NELLE CONDIZIONI PREVISTE DALL'ART. 2382 COD. CIV.

17.4 Gli amministratori non sono soggetti al divieto di concorrenza di cui all'art. 2390 cod. civ.

Art. 18.

18.1 Gli Amministratori non possono essere nominati per un periodo superiore a tre esercizi e scadono alla data dell'assemblea convocata per l'approvazione del bilancio relativo all'ultimo esercizio della loro carica; in mancanza di qualsiasi precisazione al riguardo gli amministratori si intendono nominati per il periodo massimo corrispondente a tre esercizi.

18.2 Gli amministratori sono revocabili dall'assemblea in qualunque tempo con delibera da adottarsi all'unanimità del capitale sociale, anche se nominati nell'atto costitutivo, escluso qualsiasi diritto dell'amministratore al risarcimento dei danni, anche se la revoca avviene senza giusta causa.

18.3 E' ammessa la rieleggibilità.

18.4 Nel caso sia stato nominato il Consiglio di Amministrazione, se per qualsiasi causa viene meno anche uno solo decade l'intero Consiglio di amministrazione. Spetterà agli amministratori così decaduti provvedere alla convocazione dell'assemblea per la nomina del nuovo organo amministrativo. Nel frattempo il Consiglio decaduto potrà compiere i soli atti di ordinaria amministrazione.

18.6 La cessazione degli amministratori per scadenza del termine ha effetto dal momento in cui il nuovo organo amministrativo è stato ricostituito. Per la rinuncia all'ufficio da parte degli amministratori si applica il disposto dell'art. 2385 c.c.

Art. 19.

19.1 Il Consiglio di Amministrazione:

a) elegge fra i suoi membri un Presidente, se questi non è nominato dai soci in occasione della nomina, ed eventualmente anche un Vicepresidente che sostituisca il Presidente nei casi di assenza o di impedimento, nonché un segretario, anche estraneo;

b) viene convocato dal Presidente ovvero anche da uno solo dei consiglieri, mediante avviso spedito con lettera raccomandata con avviso di ricevimento, ovvero consegnato a mano e controfirmato dal destinatario per ricevuta, ovvero comunicato con qualsiasi altro mezzo idoneo allo scopo che garantisca la prova dell'avvenuto invio (compresi fax, posta elettronica ed altri mezzi simili), almeno cinque giorni prima dell'adunanza ovvero in caso di urgenza con telegramma da spedirsi almeno un giorno prima; in detto avviso debbono essere indicati la data, il luogo e l'ora della riunione nonché l'ordine del giorno;

c) si raduna presso la sede sociale o altrove, purché in Italia, o nell'ambito del territorio di Nazione appartenente alla Unione Europea.

19.2 Le adunanze del Consiglio e le sue deliberazioni sono valide, anche senza convocazione formale, quando intervengono tutti i Consiglieri in carica ed i Sindaci.

19.3 E' possibile l'intervento alle riunioni del Consiglio mediante mezzi di telecomunicazione purché sia consentito effettuare gli accertamenti e porre in essere tutte quelle attività che devono risultare dal verbale; in particolare deve essere consentito a chi presiede la riunione di accertare l'identità e la legittimazione degli intervenuti, constatare e proclamare i risultati della votazione, identificando gli amministratori favorevoli, astenuti e dissenzienti; deve inoltre essere consentito agli intervenuti di partecipare alla discussione ed alla votazione simultanea sugli argomenti all'ordine del giorno, di visionare, ricevere o trasmettere documenti, di richiedere che siano riportate nel verbale le proprie dichiarazioni o il proprio dissenso.

19.4 Il Consiglio di amministrazione, delibera validamente con la presenza effettiva di almeno quattro dei suoi membri in carica e col voto favorevole di almeno quattro dei suoi membri. Il voto non può essere dato per rappresentanza.

19.5 Le deliberazioni del Consiglio di Amministrazione adottate a sensi del presente articolo sono constatate da verbale sottoscritto dal Presidente e dal segretario; detto verbale, anche se redatto per atto pubblico, dovrà essere trascritto, nel Libro delle Adunanze e delle deliberazioni del Consiglio di Amministrazione.

Art. 20.

20.1 Il Consiglio di Amministrazione ha tutti i poteri di ordinaria e straordinaria amministrazione.

20.2 Il Consiglio di Amministrazione può delegare tutti o parte dei suoi poteri a norma e con i limiti di cui all'art. 2381 c.c. ad un comitato esecutivo composto da alcuni dei suoi componenti ovvero ad uno o più dei propri componenti, anche disgiuntamente. Il Comitato esecutivo ovvero l'amministratore o gli Amministratori delegati, potranno compiere tutti gli atti di ordinaria e straordinaria amministrazione, che risulteranno dalla delega conferita dal Consiglio di Amministrazione.

PER LA CONVOCAZIONE, LA COSTITUZIONE E IL FUNZIONAMENTO DEL COMITATO ESECUTIVO VALGONO LE NORME PREVISTE PER IL CONSIGLIO DI AMMINISTRAZIONE; LE DELIBERAZIONI SONO PRESE A MAGGIORANZA DEI VOTI DEI PRESENTI E DEI VOTANTI.

20.3 L'organo amministrativo può nominare direttori, institori o procuratori per il compimento di determinati atti o categorie di atti, determinandone i poteri.

Art. 21.

21.1 La rappresentanza della società sia nei rapporti con i terzi che in giudizio, spetterà al Presidente del Consiglio di Amministrazione nonché, in caso di delega e nei limiti della stessa, al Presidente suddetto ed all'Amministratore o agli

Amministratori Delegati in via disgiunta tra di loro; nella delega potranno essere fissati dei limiti all'uso della firma sociale; la rappresentanza legale spetterà, in via disgiunta anche a quel Consigliere, che viene delegato dal Consiglio di Amministrazione al compimento di una singola operazione e ciò ai fini del compimento dell'operazione autorizzata nonché di tutti gli atti e formalità inerenti e conseguenti.

21.2 La rappresentanza della società spetta anche ai direttori, agli institori ed ai procuratori di cui al precedente articolo 20 nei limiti dei poteri determinati dall'Organo Amministrativo nell'atto di nomina. Ai direttori generali, in relazione ai compiti loro affidati, si applicano le disposizioni che regolano la responsabilità degli amministratori, salve le azioni esercitabili in base al rapporto di lavoro con la società, il tutto in conformità al disposto dell'art. 2396 c.c.

21.3 In caso di liquidazione, la rappresentanza della società spetta al liquidatore ovvero in caso di nomina di più liquidatori al presidente del Collegio di liquidazione ed eventualmente anche agli altri componenti del collegio medesimo, secondo quanto verrà stabilito in occasione della nomina.

Art. 22.

22.1 Agli Amministratori, oltre al rimborso delle spese sostenute per l'esercizio delle loro funzioni, potrà essere assegnata una indennità annua complessiva, anche sotto forma di partecipazione agli utili, che verrà determinata dai Soci, in occasione della nomina o con apposita delibera di assemblea ordinaria. Come compenso potrà essere previsto anche il diritto di sottoscrivere a prezzo predeterminato azioni di futura emissione.

22.2 Nel caso la società sia amministrata da un Consiglio di Amministrazione, la remunerazione degli amministratori investiti di particolari cariche è stabilita dal consiglio stesso, sentito il parere del collegio sindacale. L'assemblea può anche determinare un importo complessivo per la remunerazione di tutti gli amministratori, inclusi quelli investiti di particolari cariche.

22.3 All'Organo Amministrativo potrà altresì essere attribuito il diritto alla percezione di un'indennità a titolo di trattamento di fine mandato, da costituirsi mediante accantonamenti annuali ovvero mediante apposita polizza assicurativa.

Controllo

Art. 23.

23.1 Sono organi di controllo:

- il Collegio Sindacale, cui spetta vigilare sull'osservanza della legge e dello statuto, sul rispetto dei principi di corretta amministrazione ed in particolare sull'adeguatezza dell'assetto organizzativo, amministrativo e contabile adottato dalla società e sul suo concreto funzionamento; il Collegio Sindacale dovrà essere nominato ed opererà a sensi del successivo art. 24;

- un revisore legale dei conti o una società di revisione legale, cui spetta la revisione legale dei conti e che dovrà essere nominato/a e che opererà a sensi del successivo art. 25.

Art. 24.

24.1 Il Collegio Sindacale si compone di tre membri effettivi; devono inoltre essere nominati due sindaci supplenti. I sindaci, compreso il Presidente, sono nominati dall'assemblea dei soci.

24.2 Per la nomina, la cessazione, la sostituzione dei Sindaci si applicano le disposizioni di cui agli artt. 2397 e segg. c.c.

24.3 Il Collegio Sindacale deve riunirsi almeno ogni novanta giorni. Per le modalità di convocazione del Collegio si applicano le disposizioni del precedente art. 19.1 sub b) e sub c). Sono comunque valide le adunanze del Collegio Sindacale e le sue deliberazioni, anche senza convocazione formale, quando intervengono tutti i Sindaci effettivi in carica. E' possibile l'intervento alle riunioni del Collegio Sindacale mediante mezzi di telecomunicazione purché sia consentito effettuare gli accertamenti e porre in essere tutte quelle attività che devono risultare dal verbale; in particolare deve essere consentito a chi presiede la riunione di accertare l'identità e la legittimazione degli intervenuti, constatare e proclamare i risultati delle eventuali votazioni; deve inoltre essere consentito agli intervenuti di partecipare alla discussione ed alla eventuale votazione sugli argomenti all'ordine del giorno, di visionare, ricevere o trasmettere documenti, di richiedere che siano riportate nel verbale le proprie dichiarazioni nonché le motivazioni del proprio eventuale dissenso.

Art. 25.

25.1 Spetta all'assemblea dei soci nominare un revisore legale dei conti o una società di revisione legale, iscritto/a nell'apposito albo; il primo Revisore o la prima società di revisione viene nominato/a dai soci nell'atto costitutivo.

25.2 Per la nomina, la cessazione e le funzioni del soggetto incaricato di effettuare la revisione legale dei conti si applicano le disposizioni di legge vigenti in materia.

25.3 Il soggetto incaricato della revisione legale dei conti dovrà documentare per iscritto l'attività svolta dandone, di volta in volta, comunicazione agli Amministratori ed ai Sindaci.

Recesso del socio

Art. 26.

26.1 Hanno diritto di recedere, per tutte o parte delle loro azioni, i soci che non hanno concorso alle deliberazioni riguardanti:

- a) la modifica della clausola dell'oggetto sociale, quando consente un cambiamento significativo dell'attività della società;

- b) la trasformazione della società;
- c) il trasferimento della sede sociale all'estero;
- d) la revoca dello stato di liquidazione;
- e) l'eliminazione di una o più cause di recesso previste dalla legge e dal presente statuto;
- f) la modifica dei criteri di determinazione del valore dell'azione in caso di recesso;
- g) le modificazioni dello statuto concernenti i diritti di voto o di partecipazione.

Hanno inoltre diritto di recedere i soci che non hanno concorso all'approvazione delle deliberazioni riguardanti:

- a) la proroga del termine;
- b) l'introduzione o la rimozione di vincoli alla circolazione dei titoli azionari.

26.2 Il diritto di recesso compete inoltre ai soci in tutti gli altri casi previsti dalla legge o dal presente Statuto.

26.3 L'intenzione del socio di esercitare il diritto di recesso, nei casi previsti al precedente punto 26.1, dovrà essere comunicata all'Organo Amministrativo mediante lettera raccomandata con Avviso di Ricevimento, con l'indicazione delle generalità del recedente, del domicilio, del numero e della categoria delle azioni per le quali il recesso viene esercitato, entro quindici giorni dall'iscrizione nel registro delle Imprese della delibera che legittima il diritto di recesso; se il fatto che legittima il recesso è diverso da una deliberazione da iscrivere al Registro Imprese esso è esercitato entro trenta giorni dalla sua conoscenza da parte del socio. Le azioni per le quali è esercitato il diritto di recesso non possono essere cedute e devono essere depositate presso la sede sociale.

L'esercizio del recesso ha effetto dal momento in cui la lettera raccomandata di cui sopra è stata ricevuta dalla società. Da tale momento, inoltre, nel caso di recesso con obbligo di preavviso, inizierà a decorrere il termine di preavviso ed il recesso avrà effetto allo spirare di detto termine. Il recesso non può essere esercitato e, se già esercitato, è privo di efficacia, se entro novanta giorni la società revoca la delibera che lo legittima, ovvero se è deliberato lo scioglimento della società. Il socio recedente, una volta che il recesso abbia acquistato efficacia, non può revocare la relativa dichiarazione se non con il consenso della società medesima.

Art. 27.

27.1 Il valore delle azioni dei soci recedenti è determinato dall'organo amministrativo sentiti gli organi di controllo, tenendo conto del loro valore di mercato ed in particolare tenendo conto della consistenza patrimoniale della società e della sue prospettive reddituali, nonché del valore dei beni materiali ed immateriali da essa posseduti, della sua posizione nel mercato e di ogni altra circostanza e condizione che viene normalmente tenuta in considerazione ai fini della determinazione del valore di partecipazioni societarie.

27.2 I soci hanno diritto a conoscere la determinazione del valore di cui al precedente punto 27.1 nei quindici giorni precedenti alla data fissata per l'assemblea; ciascun socio ha diritto di prenderne visione e di ottenerne copia a proprie spese. In caso di contestazione, da proporre contestualmente alla dichiarazione di recesso il valore di liquidazione è determinato entro novanta giorni dall'esercizio del diritto di recesso tramite relazione giurata di un esperto nominato dal Tribunale, che provvede anche sulle spese, su istanza della parte più diligente; si applica in tal caso il primo comma dell'articolo 1349.

27.3 Il procedimento di liquidazione si svolge con le modalità e nei termini di cui all'art. 2437 quater c.c.

Bilancio e Destinazione degli utili

Art. 28.

28.1 Gli esercizi sociali si chiudono al 31 dicembre di ogni anno.

28.2 Alla chiusura di ciascun esercizio sociale l'organo amministrativo provvede alla redazione del bilancio di esercizio ed alle conseguenti formalità rispettando le vigenti norme di legge.

28.3 Il bilancio deve essere approvato con delibera dell'assemblea ordinaria, entro centoventi giorni dalla chiusura dell'esercizio sociale ovvero entro centottanta giorni qualora la società fosse tenuta alla redazione del bilancio consolidato ovvero particolari esigenze relative alla struttura ed all'oggetto della società lo richiedessero: in quest'ultimo caso peraltro gli amministratori devono segnalare nella loro relazione sulla gestione (o nella nota integrativa in caso di bilancio redatto in forma abbreviata) le ragioni della dilazione.

Art. 29.

29.1 Dagli utili netti risultanti dal bilancio deve essere dedotta una somma corrispondente al 5% (cinque per cento) da destinare alla riserva legale finché questa non abbia raggiunto il quinto del capitale sociale.

29.2 La delibera che approva il bilancio decide sulla distribuzione degli utili ai soci.

Scioglimento e Liquidazione

Art. 30.

30.1 Lo scioglimento anticipato volontario della società è deliberato dall'Assemblea straordinaria dei soci con le maggioranze di cui al precedente art. 15.3.

30.2 Nel caso di cui al precedente punto 30.1 nonché verificandosi una delle altre cause di scioglimento previste dall'art. 2484 c.c. ovvero da altre disposizioni di legge o del presente Statuto, l'Assemblea dei soci nomina il liquidatore o i liquidatori ed adotta le altre deliberazioni di cui all'art. 2487 c.c.

30.3 Salvo diversa disposizione adottata in sede di nomina, il liquidatore o i liquidatori avranno il potere di compiere tutti gli atti utili per la liquidazione della società.

30.4 Si applicano tutte le altre disposizioni di cui al capo VIII Libro V del Codice Civile.

Obbligazioni e Strumenti finanziari diversi

Art. 31.

31.1 L'emissione di obbligazioni ordinarie è deliberata, dal Consiglio di Amministrazione.

L'emissione di obbligazioni convertibili è deliberata dall'assemblea dei soci in sede straordinaria.

31.2 Si applicano tutte le altre disposizioni della Sezione VII capo V del Libro V codice civile.

Art. 32.

32.1 La società può emettere altri strumenti finanziari diversi dalle obbligazioni, forniti di specifici diritti patrimoniali e/o amministrativi, escluso comunque il voto nell'assemblea generale dei soci, e ciò a fronte dell'apporto da parte dei soci o di terzi anche di opera o servizi, il tutto a sensi e per gli effetti di cui all'art. 2346 ultimo comma c.c.

32.2 L'emissione di tali strumenti finanziari è deliberata dall'assemblea dei soci in sede straordinaria. La delibera di emissione di detti strumenti finanziari deve prevedere le condizioni di emissione, i diritti che conferiscono tali strumenti, le sanzioni in caso di inadempimento delle prestazioni, le modalità di trasferimento e di circolazione e le modalità di rimborso.

32.3 Ai patrimoni destinati ad uno specifico affare ed ai relativi strumenti finanziari eventualmente emessi si applica la disciplina di cui alla sezione XI Capo V del codice civile; la costituzione di patrimoni destinati ad uno specifico affare è deliberata, a seconda della strutturazione dell'organo amministrativo:

- dal Consiglio di Amministrazione, a maggioranza assoluta dei suoi componenti, in caso di amministrazione affidata al Consiglio;

- dall'assemblea dei soci, in sede straordinaria, nel caso di amministrazione affidata ad un Amministratore Unico.

Controversie

Art. 33.

33.1 Le eventuali controversie che sorgessero fra i soci o fra i soci e la società, anche se promosse dagli organi amministrativo e/o di controllo ovvero nei loro confronti e che abbiano per oggetto diritti disponibili relativi al rapporto sociale, saranno sottoposte a conciliazione secondo le previsioni del REGOLAMENTO DI CONCILIAZIONE della Camera di Commercio di Vicenza, che qui si intende integralmente richiamato. Le parti pertanto si impegnano a ricorrere alla conciliazione prima di iniziare qualsiasi procedimento arbitrale o giudiziale.

33.2 Le controversie di cui al precedente punto 33.1 per le quali non sia stato possibile ricorrere, per qualsiasi motivo, al tentativo di conciliazione o per le quali il tentativo di conciliazione non abbia dato esito positivo, saranno decise da un Collegio Arbitrale, composto di tre membri tutti nominati, entro trenta giorni dalla richiesta fatta dalla parte più diligente, dal Presidente del Consiglio Notarile del luogo ove ha sede la società. I tre arbitri così nominati provvederanno a designare il Presidente. Nel caso di mancata nomina nei termini ovvero in caso di disaccordo tra gli arbitri nominati nella scelta del Presidente, vi provvederà, su istanza della parte più diligente, il Presidente del Tribunale nel cui Circondario ha sede la società.

Il Collegio arbitrale deciderà secondo le norme di diritto e secondo la procedura di rito di cui al codice di procedura civile; si applicano comunque le disposizioni di cui agli artt. 35 e 36 decreto legislativo 17 gennaio 2003 n. 5.

Il Collegio Arbitrale stabilirà a chi farà carico o le eventuali modalità di ripartizione del costo dell'arbitrato.

Disposizioni generali

Art. 34.

34.1 Per tutti i rapporti con la società, il domicilio dei soci, degli amministratori, dei sindaci e del soggetto incaricato di effettuare la revisione legale dei conti, è quello che risulta dai libri sociali. A tale domicilio vanno effettuate tutte le comunicazioni previste dal presente statuto. Qualora siano previste forme di comunicazione anche mediante fax, posta elettronica o altri mezzi similari, le trasmissioni ai soggetti di cui sopra dovranno essere fatte al numero di fax, all'indirizzo di posta elettronica o al diverso recapito che siano stati espressamente comunicati da detti soggetti e che risultino dai libri sociali. A tal fine la società potrà istituire un apposito libro con obbligo per l'organo amministrativo di tempestivo aggiornamento.

34.2 Le disposizioni dettate dal presente statuto in materia di assemblea e di soci, con riferimento al procedimento assembleare, si applicano anche alle assemblee speciali dei soci portatori di eventuali azioni appartenenti a particolari categorie e alle assemblee degli obbligazionisti e dei titolari di strumenti finanziari. La forma e le maggioranze delle assemblee speciali e delle assemblee degli obbligazionisti e dei titolari di strumenti finanziari sono quelle delle assemblee

straordinarie; gli amministratori ed i sindaci hanno il diritto di partecipare senza voto alle assemblee speciali ed alle assemblee degli obbligazionisti e dei titolari di strumenti finanziari.

Art. 35.

35.1 Le disposizioni del presente STATUTO si applicano anche nel caso in cui la società abbia un unico socio, se ed in quanto non presuppongono necessariamente una pluralità di soci e se ed in quanto compatibili con le vigenti norme di legge in tema di società unipersonale.

35.2 La società deve indicare la società o l'ente alla cui attività di direzione e coordinamento sia eventualmente soggetta negli atti e nella corrispondenza, nonché mediante iscrizione, a cura degli amministratori, presso la apposita sezione del registro delle imprese di cui all'articolo 2497-bis, comma secondo c.c.

35.3 Riferendosi il presente statuto a società non rientrante tra quelle di cui all'art. 2325-bis c.c., non trovano applicazione le disposizioni di legge e del codice civile dettate specificatamente per le società che fanno ricorso al mercato del capitale di rischio; nel caso in cui la società intendesse fare ricorso al mercato del capitale di rischio dovranno essere apportate al presente Statuto, con apposita deliberazione di assemblea straordinaria, le relative modifiche.

Art. 36.

36.1 Per quanto non previsto nel presente statuto valgono le norme di legge in materia di società per azioni.”

Huitième résolution

Etant donné que les nouveaux statuts de la société prévoit la clôture de l'exercice social au 31 décembre de chaque année, l'exercice social en cours clôturera au 31 décembre 2011.

Neuvième résolution

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires DECIDE de nommer à l'unanimité un collège de cinq (5) administrateurs, pour une durée de trois ans et ce jusqu'à l'assemblée statuant sur le comptes au 31 décembre 2013 les personnes suivantes:

- 1) Monsieur Antonio BELTRAME, Dirigeant de sociétés, né le 20.06.1950, à VICENZA, Code fiscal BLTNTN50H20L840D résident à Strada Valle di San Lorenzo 10, I-36100 VICENZA
- 2) Madame Patrizia BELTRAME, dirigeant de sociétés, née le 06.08.1951, à CORTINA D'AMPEZZO, code fiscal BLTPRZ51M46A266U, résidente à Viale Dieci Giugno 69, I-36100 VICENZA
- 3) Madame Angiola BELTRAME, dirigeant de sociétés, née le 22.04.1957 à Vicenza, Code fiscal BLT NGL 57D62 L840H, résidente à Via C. Cattaneo 62, I-36100 VICENZA
- 4) Monsieur Lorenzo PELLIZZARI, dirigeant de sociétés, né le 11.08.1928, à TORRI DI QUARTESOLO, Code fiscal PLL LNZ 28M11 L297S, résident à Via C.A. Cantarane 8, I-36100 VICENZA
- 5) Monsieur Carlo GARAVAGLIA, commercialista, né le 15.05.1943, à LEGNANO, code fiscal GRV CRL 43E15 E514V, résident à Via Aurelio Saffi 29, I-20100 MILANO

Dixième résolution

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires DECIDE à l'unanimité de composer un Collège des Commissaires et décide de nommer en tant que membres de ce Collège, pour une durée de trois ans et ce jusqu'à l'assemblée statuant sur le comptes au 31 décembre 2013 les personnes suivantes:

- 1) Monsieur Giancarlo MALERBA, Dott. Commercialista, né le 12.05.1961 à SALICE SALENTINO, code fiscal MLRGCR61E12H708J, résident à via Pietro Redaelli 11, I-20100 MILANO, Président du Conseil de Surveillance;
- 2) Monsieur Aldo BISIOLI, Commercialista, né le 23.06.1966 à BRESCIA, code fiscal BSLLDA66H23B157G, résident à Via Cipro 5, I20100 MILANO, commissaire effectif;
- 3) Madame Monica MARAGOTTO, Commercialista, née le 04.09.1963 à ABANO TERME, code fiscal MRGMNC63P44A001P, résidente à Via Ivrea 1, I-35100 PADOVA, commissaire effectif;
- 4) Monsieur Franco POZZI, profession indépendante, né le 28.05.1968 à MILANO, code fiscal PZZFNC68E28F205Y résident à Via della Pace n°1, I-21013 GALLARATE, commissaire suppléant;
- 5) Monsieur Massimo FOSCHI, Commercialista, né le 24.09.1969, à MILANO, code fiscal FSCMSM69P24F205D, résident à Via dello Sport 2/A, I-2020 ARESE, commissaire suppléant;

Onzième résolution

L'assemblée générale extraordinaire DECIDE en outre de conférer à Monsieur Federico INNOCENTI et Monsieur Aldo BISIOLI, disjointement entre eux tous pouvoirs nécessaires en vue de l'exécution matérielle de qui a été délibéré supra. En particulier elle lui donne mandat de procéder au dépôt auprès d'un notaire italien de l'ensemble des documents requis à cet effet, dûment légalisés et munis de l'apostille de La Haye le cas échéant, ainsi que la faculté d'y apporter toute modification requise par les autorités compétentes en vue de l'inscription de la présente au registre des firmes italien, avec consentement exprès à ce que ladite inscription se fasse également en plusieurs actes.

Douzième résolution

L'assemblée générale extraordinaire DECIDE que toutes les résolutions prises ci-avant prendront effet à partir du jour de la tenue de la présente assemblée générale extraordinaire.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de deux mille euros.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont procès-verbal, passé à Luxembourg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture et interprétation donnée par le notaire, les comparants prémentionnés ont signé avec le notaire instrumentant le présent procès-verbal.

Signé: S. ERK, B. D. KLAPP, A. FERNANDES, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 8 décembre 2010. Relation: EAC/2010/15419. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2010165716/681.

(100191317) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 décembre 2010.

Caiapo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 118.162.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010171685/10.

(100197475) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2010.

Egospirit S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12F, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 144.803.

Auszug aus der Beschlussfassung der Verwaltungsratssitzung vom 16. November 2010

Es wird hiermit beschlossen, dass der Sitz der Gesellschaft mit Wirkung zum 01.12.2010 an die Adresse 12F, rue Guillaume Kroll in L-1882 Luxembourg verlegt wird.

Unterschriften.

Référence de publication: 2010167306/11.

(100192979) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2010.

Honestas Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1661 Luxembourg, 31, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 69.821.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale ordinaire des actionnaires de la société tenue extraordinairement en date du 14 décembre 2010 à 16 heures au 31 Grand Rue, L-1661 Luxembourg

Première résolution

L'assemblée accepte à l'unanimité la démission Messieurs Didier MC GAW, André LUTGEN, Stéphane LATASTE de leurs fonctions d'administrateur de la Société, accepte la démission de L'Alliance Révision SARL de sa fonction de commissaire de la Société.

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide à l'unanimité de nommer avec effet immédiat aux fonctions d'administrateurs jusqu'à la prochaine assemblée générale tenue en 2011

- Monsieur Aloyse LEMMER, retraité, né le 2 mars 1946 à Dudelange, demeurant à L-8445 Steinfort, 11, cité Mont Rose

- Monsieur Joseph HANSEN, retraité, né le 12 juillet 1922 à Rédange-sur Attert, demeurant à L-8445 Steinfort, 9, cité Mont Rose

- Monsieur Sylvain KIRSCH, employé, né le 8 avril 1956 à Luxembourg, demeurant à L-1445 Luxembourg, 25, rue des Aubépines

Troisième résolution

L'Assemblée décide à l'unanimité de nommer en tant que nouveau Commissaire aux Comptes la société CONTACOM S.A., 31, Grand Rue, L-1661 Luxembourg - RCS B. 109.436 jusqu'à la prochaine assemblée générale tenue en 2011

Quatrième résolution

L'Assemblée décide à l'unanimité de transférer le siège à L-1661 Luxembourg, 31, Grand Rue.

Luxembourg, le 14 décembre 2010.

Pour extrait sincère et conforme

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2010166314/32.

(100192968) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2010.

Trahern Capital S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 31.665,85.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 134.952.

—
EXTRAIT

L'assemblée générale des associés en date du 16 décembre 2010 a approuvé la résolution suivante:

- M. Ferdinand Groos a démissionné de son poste de gérant avec effet immédiat.

Luxembourg, le 16 décembre 2010.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2010166579/13.

(100193003) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2010.

Tempo - Team Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1616 Luxembourg, 5, place de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 46.880.

—
Les comptes annuels au 31/12/2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010172407/9.

(100199583) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2010.

Compagnie de Construction Collinaire S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 57.045.

—
L'an deux mille dix, le neuf décembre.

Par-devant Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est tenue une Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société anonyme établie à Luxembourg sous la dénomination de "COMPAGNIE DE CONSTRUCTION COLLINAIRE SA", R.C.S. Luxembourg Numéro B 57045, ayant son siège social à Luxembourg au 38, Avenue de la Faïencerie, constituée par acte de Maître Camille Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 21 novembre 1996, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 72 du 15 février 1997.

Les statuts de la société ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois par acte du notaire instrumentaire, en date du 25 septembre 2006 publié au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations C numéro 2229 du 29 novembre 2006.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Michaël ZIANVENI, juriste, domicilié professionnellement au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Madame Sylvie DUPONT, employée privée, domiciliée professionnellement au 74, avenue Victor Hugo, L1750 Luxembourg.

L'assemblée élit comme scrutateur Monsieur Raymond THILL, juriste, domicilié professionnellement au 74 avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg.

Monsieur le Président expose ensuite:

I.- Qu'il résulte d'une liste de présence dressée et certifiée par les membres du bureau que les six cent cinquante (650) actions sans désignation de valeur nominale, représentant l'intégralité du capital social de quatre cent trente-trois mille trois cents euros (EUR 433.300,-) sont dûment représentées à la présente assemblée qui en conséquence est régulièrement constituée et peut délibérer ainsi que décider valablement sur les points figurant à l'ordre du jour, ci-après reproduits, tous les actionnaires représentés ayant accepté de se réunir sans convocations préalables.

Ladite liste de présence, portant les signatures des actionnaires tous représentés, restera annexée au présent procès-verbal ensemble avec les procurations pour être soumise en même temps aux formalités de l'enregistrement.

II.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est conçu comme suit:

1. Modification de l'objet social de celui de société Holding 1929 en celui de société pleinement imposable et modification afférente des articles 2.

2. Modification de la date d'assemblée générale annuelle.

3. Refonte complète des statuts.

4. Transfert du siège social au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg;

5. Démission du commissaire aux comptes;

6. Démission des trois administrateurs;

7. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes sortants;

8. Nomination d'un nouveau commissaire aux comptes;

9. Nomination de quatre nouveaux administrateurs;

10. Divers.

L'assemblée, après avoir approuvé l'exposé de Monsieur le Président et après s'être reconnue régulièrement constituée, a abordé l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, a pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'objet social de la Société est changé de celui de société Holding 1929 en celui de société pleinement imposable.

En conséquence, l'objet social est modifié pour avoir désormais la teneur suivante:

Art. 2. La société a pour objet, tant à Luxembourg qu'à l'étranger, toutes opérations généralement quelconques, industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières se rapportant directement ou indirectement à la création, la gestion et le financement, sous quelque forme que ce soit, de toutes entreprises et sociétés ayant pour objet toute activité, sous quelque forme que ce soit, ainsi que la gestion et la mise en valeur, à titre permanent ou temporaire, du portefeuille créé à cet effet, dans la mesure où la société sera considérée selon les dispositions applicables comme "Société de Participations Financières".

La société peut également s'intéresser par toutes voies dans toutes affaires, entreprises ou sociétés ayant un objet identique, analogue ou connexe, ou qui sont de nature à favoriser le développement de son entreprise ou à le lui faciliter, ainsi que procéder à l'acquisition, la détention, l'exploitation, le développement et la mise en valeur de tous biens immobiliers, terrains à bâtir y compris.

Deuxième résolution

L'assemblée Générale se réunira annuellement de plein droit le 21 juin à 10.30 heures à Luxembourg, au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Troisième résolution

Suite aux résolutions qui précèdent, il est procédé à une refonte complète des statuts qui auront désormais la teneur suivante:

Art. 1^{er}. Il est formé une société anonyme sous la dénomination de "COMPAGNIE DE CONSTRUCTION COL-LINAIRE S.A.".

Le siège social est établi à Luxembourg.

Il pourra être transféré dans tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une décision de l'assemblée générale des actionnaires.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale du siège ou la communication de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

La durée de la société est illimitée. La société pourra être dissoute à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires, délibérant dans les formes prescrites par la loi pour la modification des statuts.

Art. 2. La société a pour objet, tant à Luxembourg qu'à l'étranger, toutes opérations généralement quelconques, industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières se rapportant directement ou indirectement à la création, la gestion et le financement, sous quelque forme que ce soit, de toutes entreprises et sociétés ayant pour objet toute activité, sous quelque forme que ce soit, ainsi que la gestion et la mise en valeur, à titre permanent ou temporaire, du portefeuille créé à cet effet, dans la mesure où la société sera considérée selon les dispositions applicables comme "Société de Participations Financières".

La société peut également s'intéresser par toutes voies dans toutes affaires, entreprises ou sociétés ayant un objet identique, analogue ou connexe, ou qui sont de nature à favoriser le développement de son entreprise ou à le lui faciliter, ainsi que procéder à l'acquisition, la détention, l'exploitation, le développement et la mise en valeur de tous biens immobiliers, terrains à bâtir y compris.

Art. 3. Le capital social est fixé à quatre cent trente-trois mille trois cents euros (EUR 433.300,-) divisé en six cent cinquante (650) actions sans désignation de valeur nominale.

Art. 4. Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

La société pourra procéder au rachat de ses actions au moyen de ses réserves disponibles et en respectant les dispositions de l'article 49-2 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Le capital social de la société peut être augmenté ou diminué en une ou plusieurs tranches par une décision de l'assemblée générale des actionnaires prise en accord avec les dispositions applicables au changement des statuts.

Art. 5. Les administrateurs doivent être au nombre de trois au moins. Toutefois, lorsque la société est constituée par un associé unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un associé unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un associé.

Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut pas dépasser six ans; ils sont rééligibles et toujours révocables.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas, l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 6. Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

L'opération suivante est du ressort exclusif de l'assemblée générale des actionnaires:

- la vente de parts ou actions détenues dans des sociétés tierces;

Lorsque la société compte un seul administrateur, il exerce les pouvoirs dévolus au conseil d'administration.

De même, le conseil d'administration est autorisé à émettre des emprunts obligataires sous forme d'obligations au porteur ou autre, sous quelque dénomination que ce soit et payable en quelque monnaie que ce soit.

Le conseil d'administration déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêt, les conditions d'émission et de remboursement et toutes autres conditions y ayant trait.

Un registre des obligations nominatives sera tenu au siège social de la société.

Le conseil d'administration élit en son sein son président.

Le conseil d'administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme, télécopie ou e-mail, étant admis.

Les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, lettre, télégramme, télécopie, e-mail, ainsi que par téléconférence. Si les décisions sont prises par téléconférence ou e-mail, un procès-verbal sera dressé et signé par tous les administrateurs qui ont participé. Les résolutions par écrit approuvées et signées par tous les administrateurs auront les mêmes effets que les résolutions adoptées lors des réunions du conseil d'administration. Le conseil d'administration peut également prendre ses décisions par voie circulaire.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix, la voix du président étant prépondérante en cas de partage des voix.

La société se trouve engagée par les signatures conjointes de deux administrateurs. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, la société sera engagée par sa seule signature.

Art. 7. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

Art. 8. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 9. L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le 21 juin à 10.30 heures à Luxembourg, au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Si ce jour n'est pas un jour ouvrable, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 10. Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales.

Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le conseil d'administration peut décider que pour pouvoir assister à l'assemblée générale, le propriétaire d'actions doit en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion.

Tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non. Chaque action donne droit à une voix.

Art. 11. L'assemblée générale des actionnaires a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

Art. 12. Sous réserve des dispositions de l'article 72-2 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, le conseil d'administration est autorisé à procéder à un versement d'acomptes sur dividendes.

Art. 13. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, ainsi que ses modifications ultérieures, trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Quatrième résolution

L'assemblée décide de transférer le siège social au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg.

Cinquième résolution

L'assemblée prend acte de la démission du commissaire aux comptes: la société SER.COM Sàrl, ayant son siège social au 3, Rue Belle-Vue, L-1227 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 117942.

Sixième résolution

L'assemblée prend acte de la démission de Messieurs Roberto DE LUCA, Riccardo MORALDI et de Madame Valérie WESQUY en tant qu'administrateurs de la société.

Septième résolution

Décharge pleine et entière est accordée aux administrateurs et au commissaire aux comptes sortants.

Huitième résolution

L'assemblée nomme comme nouveau commissaire aux comptes la société CEDERLUX-SERVICES SARL, ayant son siège social au 18, rue de l'Eau, L1449 Luxembourg immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 79327; Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en l'année 2016.

Neuvième résolution

L'assemblée nomme quatre nouveaux administrateurs:

a) Monsieur Marc KOEUNE, économiste, né le 4 octobre 1969 à Luxembourg au Grand-Duché de Luxembourg et domicilié professionnellement au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg;

b) Monsieur Michaël ZIANVENI, juriste, né le 4 mars 1974 à Villepinte en France et domicilié professionnellement au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg;

c) Monsieur Sébastien GRAVIERE, juriste, né le 9 avril 1973 à Nancy en France et domicilié professionnellement au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg;

d) Monsieur Jean-Yves NICOLAS, employé privé, né le 16 janvier 1975 à Vielsalm en Belgique et domicilié professionnellement au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg;

Leur mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en l'année 2016.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, l'Assemblée s'est terminée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ils ont signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: M. Zianveni, S. Dupont, R. Thill et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 13 décembre 2010. LAC/2010/55759. Reçu soixante-quinze euros (75.-€)

Le Receveur (signé): Francis Sandt.

POUR COPIE CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 décembre 2010.

Référence de publication: 2010165450/180.

(100192011) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 décembre 2010.

Walker & Williams Investment Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 150.364.

Auszug aus dem Beschluss der außerordentlichen Generalversammlung vom 9. November 2010

Herr Prof.Dr. Zsolt Radnóczy tritt mit Wirkung zum 08. November 2010 von seinem Amt als Verwaltungsratsmitglied zurück.

Es wird kein Nachfolger ernannt.

Unterschriften.

Référence de publication: 2010167498/12.

(100192980) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2010.

Acrux Lux Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 137.678.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Statutaire du 14 avril 2010

- La cooptation de Madame Stéphanie DAVID, employée privée, demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, en tant qu'Administrateur de catégorie A en remplacement de Monsieur Julien HALLEY démissionnaire est ratifiée. Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2013.

Fait à Luxembourg, le 14 avril 2010.

Certifié sincère et conforme

Pour ACRUX LUX INVEST S.A.

Signatures

Référence de publication: 2010167229/15.

(100193012) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2010.

Patterns & Industrial Investments (P2I) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 47, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 97.334.

Extrait des résolutions du 9 juin 2010

- Révocation du commissaire aux comptes Advanced Accountants & Associates Limited, suite 401, 302 Regent Street, London W1B 3HH (UK) à partir du 10 juin 2010

- Nomination de FMV Consulting SA, sis 47 boulevard Joseph II L-1840 Luxembourg, RCS n°B109612 à partir du 10 juin 2010 jusqu'à l'assemblée ordinaire de 2013.

Fiduciaire FMV SàRL

Signature

Le mandataire

Référence de publication: 2010167436/15.

(100193011) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2010.

Bertarelli S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 143.028.

In the year two thousand and ten, on the fourteenth day of December,

Before us, Maître Martine Schaeffer, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

Was held an extraordinary general meeting of shareholders of Bertarelli S.C.A., a société en commandite par actions organized under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered address at 412F, route d'Esch, L-1030 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register, under Section B, number 143.028, incorporated pursuant to a deed of Maître Gérard LECUIT, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

on November 14, 2008, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations dated December 3, 2008, number 2889, the articles having not yet been amended since then (hereafter the "Company").

The meeting is opened with Ms. Frédérique Davister, residing professionally in Luxembourg, being in the chair.

The Chairman appoints as secretary of the meeting Mr Gianpiero Saddi, residing professionally in Luxembourg.

The meeting elects as scrutineer Ms. Frédérique Davister, prenamed.

The board of the meeting having thus been constituted, the Chairman declares and the meeting agrees:

I. that all the shareholders present or represented and the number of shares held by them are entered on an attendance list attached to these minutes (together with the proxies) and duly signed by the shareholders present, the proxyholder of the shareholders represented, and the members of the board of the Meeting.

The said proxies, initialed "ne varietur" by the proxyholder and the notary, will remain attached to this deed to be filed at the same time with the registration authorities;

II. that pursuant to the attendance list, the whole share capital is present or represented and all the shareholders present or represented declare that they have had notice and got knowledge of the agenda prior to this meeting and that thus no convening notices were necessary;

III. that the present meeting is duly constituted and can therefore validly deliberate on the following agenda:

Agenda:

1. Resolution to put the Company into liquidation;
2. Appointment of a liquidator and determination of its powers; and,
3. Miscellaneous.

After having reviewed the items of the agenda, the meeting, representing the whole corporate capital, requested the notary to act the following resolutions:

First resolution

In compliance with articles 141-151 of the Law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the "Law"), the meeting decides to dissolve the Company and to start the liquidation proceedings.

Second resolution

As a consequence of the above resolution and in accordance with Article 29 of the articles of association of the Company, the meeting decides to appoint as liquidator AIM Services, S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with a share capital of EUR 12,500, having its registered office at 58 Boulevard Grande Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under section B, number 74.676 (the "Liquidator").

The meeting resolves that, in performing its duties, the Liquidator shall have the broadest powers as provided for by Articles 144 to 148bis of the law of August 10, 1915, on commercial companies, as amended.

The Liquidator may perform all the acts provided for by Article 145 of the law of August 10, 1915, on commercial companies, as amended, without requesting the authorization of the general meeting in the cases in which it is requested.

The Liquidator may exempt the registrar of mortgages to take registration automatically; renounce all the real rights, preferential rights mortgages, actions for rescission; remove the attachment, with or without payment of all the preferential or mortgaged registrations, transcriptions, attachments, oppositions or other impediments.

The Liquidator is relieved from inventory and may refer to the accounts of the corporation.

The Liquidator may, under its responsibility, for special or specific operations, delegate to one or more proxies such part of its powers it determines and for the period it will fix.

The Liquidator may distribute the Company's assets to the shareholders in cash or in kind to its willingness in the proportion of their participation in the capital.

The meeting further resolves to empower and authorize the Liquidator to make, in its sole discretion, advance payments of the liquidation proceeds (boni de liquidation) to the shareholders of the Company, in accordance with article 148 of the Law.

There being no further business, the meeting is closed.

Whereof this deed is drawn up in Luxembourg on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that upon request of the appearing persons, this deed is worded in English, followed by a French version; upon request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

The document having been read to appearing persons, these persons signed together with the notary this deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille dix, le quatorze décembre,

Par-devant Maître Martine Schaeffer notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;

S'est tenue l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de Bertarelli S.C.A., une société en commandite par actions régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 412F route d'Esch, L-1030 Luxembourg, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la Section B, numéro 143 028, constituée suivant acte reçu par Maître Gérard LECUIT, notaire résident à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 14 novembre 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations en date du 3 décembre 2008, numéro 2889, les statuts n'ayant pas encore été modifiés depuis lors (ci-après la «Société»).

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Melle Frédérique Davister demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le Président désigne comme secrétaire Mr Gianpiero SADDI, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée élit comme scrutateur Melle Frédérique DAVISTER, précitée.

Le bureau ainsi constitué, le président expose que:

I. que les actionnaires présents ou représentés, le mandataire des actionnaires représentés, ainsi que le nombre de parts sociales qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence, dûment été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau de l'assemblée;

Les procurations signées «ne varietur» par le mandataire des actionnaires et par le notaire soussigné resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement;

II. que conformément à liste de présence, la totalité du capital social est présente ou représentée à la présente assemblée et tous les actionnaires déclarent avoir eu connaissance de l'ordre du jour de l'assemblée qui leur a été communiqué au préalable, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage;

III. que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur les points portés à l'ordre du jour:

Ordre du jour:

1. Décision de mettre la Société en liquidation;
2. Nomination du liquidateur et détermination des pouvoirs conférés au liquidateur; et,
3. Divers.

L'assemblée, représentant l'entière du capital social, a demandé au notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

Conformément aux articles 141-151 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»), l'assemblée décide de dissoudre la Société et d'entamer la procédure de liquidation.

Seconde résolution

Suite à la résolution qui précède et conformément à l'article 29 des statuts de la Société, l'assemblée décide de nommer AIM Services, S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, avec un capital social de EUR 12,500, ayant son siège social au 58 Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L1330 Luxembourg et enregistrée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous la section B, numéro 74.676 comme liquidateur de la Société (le «Liquidateur»).

L'assemblée décide que, dans l'exercice de ses fonctions, le Liquidateur disposera des pouvoirs les plus étendus prévus par les articles 144 à 148bis de la loi du 10 août 1915 concernant la loi sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Le Liquidateur peut accomplir les actes prévus à l'article 145 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, sans devoir recourir à l'autorisation de l'assemblée générale dans les cas où elle est requise.

Le Liquidateur peut dispenser le conservateur des hypothèques de prendre inscription d'office; renoncer à tous droits réels, privilèges, hypothèques, actions résolutoires; donner mainlevée, avec ou sans paiement de toutes inscriptions privilégiées ou hypothécaires, transcriptions, saisies, oppositions ou autres empêchements.

Le Liquidateur est dispensé de l'inventaire et peut se référer aux comptes de la société.

Le Liquidateur peut, sous sa responsabilité, pour des opérations spéciales ou déterminées, déléguer à un ou plusieurs mandataires telle partie de ses pouvoirs qu'il détermine et pour la durée qu'il fixera.

Le Liquidateur pourra distribuer les actifs de la Société aux actionnaires en numéraire ou en nature selon sa volonté en fonction de leur participation au capital.

L'assemblée décide, en outre, d'autoriser le Liquidateur, à sa seule discrétion, à verser des acomptes sur le boni de liquidation, aux actionnaires de la Société conformément à l'article 148 de la Loi.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande du mandataire des comparants, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande desdits comparants et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Et après lecture faite et interprétation données aux comparants, ces derniers ont signé avec le notaire le présent acte.
Signé: F. Davister, G. Saddi et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 21 décembre 2010. Relation: LAC/2010/57719. Reçu douze euros Eur 12.

Le Receveur p.d. (signé): Tom BENNING.

POUR COPIE CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 décembre 2010.

Référence de publication: 2010172042/129.

(100199341) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2010.

WP Roaming Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5326 Contern, 15, rue Edmond Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 125.022.

—
EXTRAIT

Il résulte d'une résolution du conseil d'administration de la Société datée du 18 novembre 2010 que la démission avec effet au 18 novembre 2010 de Monsieur Jean Mandeville en tant qu'administrateur de la Société a été acceptée.

Il résulte de cette même résolution que Monsieur Guy Sochovsky, né le 17 mars 1976 à Manchester, Royaume-Uni demeurant professionnellement au 15, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, a été coopté administrateur de la Société avec effet au 18 novembre 2010 et ce jusqu'à la prochaine assemblée générale annuelle devant se tenir en 2011, de sorte que le conseil d'administration de la Société se compose comme suit:

- Monsieur Jeremy Young
- Monsieur Joseph Charles Schull
- Monsieur Peter Langkilde
- Monsieur Max Fowinkel
- Monsieur Philipp Bruchmann
- Madame Ute Bräuer
- Monsieur Henry Kressel
- Monsieur Charles Gurassa
- Monsieur Piyush Sodha
- Monsieur Mark Ein
- Monsieur Guy Dubois
- Monsieur Guy Sochovsky

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 décembre 2010.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2010167499/30.

(100192991) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2010.

Permira SCF S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 282, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 156.557.

—
Extrait de la résolution adoptée par l'associé unique de la Société le 23 novembre 2010

Il résulte de la résolution de l'associé unique de la Société du 23 novembre 2010 que:

- L'associé unique a nommé Monsieur Richard Goddard, né le 5 décembre 1959, à Fareham, Royaume-Uni résidant au 4, Chaussée Blanche, L-8014 Strassen, Grand-Duché du Luxembourg, en tant que nouveau gérant, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Il en résulte qu'à compter du 23 novembre 2010, le conseil de gérance de la Société est composé comme suit:

- Séverine Michel
- Cédric Pedoni
- Richard Goddard

Cédric Pedoni
Gérant

Référence de publication: 2010168164/19.

(100192994) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2010.

Black & Decker Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 495.810.000,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 37.711.

In the year two thousand ten, on the fifteenth day of November.

Before Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Was held an extraordinary general meeting (the Meeting) of the sole shareholder of Black & Decker Luxembourg S.à r.l., a limited liability company (société à responsabilité limitée) existing and organised under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 46A, avenue J. F. Kennedy L-1855 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 37711, incorporated on 29 July 1991, pursuant to a deed of Maître Tom Metzler, notary residing in Luxembourg-Bonnevoie, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, number N° 50 of 13 February 1992 (the Company). The articles of incorporation have been amended for the last time pursuant to a notarial deed by Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, on 11 December 2009 published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, number 292 dated 10 February 2010.

There appeared:

Black & Decker Global Holdings S.à r.l., a private limited liability company incorporated under the laws of Luxembourg (société à responsabilité limitée), with registered office at 40, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, registered with the Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg under number B 147803 and having a share capital of USD 100,000 (the Sole Shareholder),

hereby represented by Olivier Too, lawyer, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a power of attorney, given under private seal.

Such proxy, after having been signed ne varietur by the proxyholder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed with such deed with the registration authorities.

The Sole Shareholder, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to record the following:

I. That the 448,334 (four hundred and forty-eight thousand three hundred and thirtyfour) Ordinary A Shares and the 47,466 (forty-seven thousand four hundred and sixtysix) Preference A Shares, each having a nominal value of USD 1,000 (one thousand United States Dollars), representing the entirety of the share capital of the Company, are duly represented at this Meeting which is consequently regularly constituted and may deliberate upon the items on the agenda, hereinafter reproduced;

II. that the agenda of the Meeting is worded as follows:

1. Waiver of the convening notice;

Increase of the share capital of the Company by a nominal amount of USD 10,000 (ten thousand United States Dollars) by way of creation and issuance of 10 (ten) ordinary A shares having a par value of USD 1,000 (one thousand United States Dollars);

Subscription and payment to the share capital increase specified under item 2. above by the Sole Shareholder by way of a contribution in kind, consisting in 200 (two hundred) shares with a nominal value of CHF 100 (one hundred Swiss Francs) in the share capital of Stanley Black & Decker Holding GmbH, 100% of the membership interests of Black & Decker Abrasive LLC having an aggregate value of EUR 117,776,762 (one hundred seventeen million seven hundred seventy-six thousand seven hundred and sixty-two United States Dollars), 100% of the common shares in the share capital of Black & Decker International Corporation having an aggregate value of USD 199,872,000 (one hundred and ninety-nine million eight hundred and seventy-two thousand United States Dollars), and a receivable held against Stanley Black & Decker Sales GmbH;

Subsequent amendment to article 4 of the articles of association of the Company (the Articles) in order to reflect the share capital increase;

Amendment to the share register of the Company in order to reflect the above changes with power and authority to any manager of the Company to proceed, under his/her sole signature, on behalf of the Company to the registration of the newly issued shares in the share register of the Company; and

Miscellaneous.

The Sole Shareholder has taken the following resolutions:

First resolution

The entirety of the share capital of the Company being represented at the present Meeting, the Meeting waives the convening notice, the Sole Shareholder represented at the Meeting considering itself as duly convened and declaring having perfect knowledge of the agenda which was communicated to it in advance of the Meeting.

Second resolution

The Sole Shareholder resolves to increase the share capital of the Company by an amount of USD 10,000 (ten thousand United States Dollars) in order to bring the share capital from its present amount of USD 495,800,000 (four hundred ninety-five million eight hundred thousand United States Dollars), represented by 495,800 (four hundred and ninety-five thousand eight hundred) shares with a par value of USD 1,000 (one thousand United States Dollars) each, to an amount of USD 495,810,000 (four hundred ninety-five million eight hundred and ten thousand United States Dollars), by way of creation and issue of 10 (twenty-five) ordinary A shares having a par value of USD 1,000 (one thousand United States Dollars), and the Meeting hereby issues such new shares (the New Shares).

Third resolution - Subscription and Payment

The Meeting resolves to accept and record the following intervention, subscription to and full payment of the New Shares of the Company as follows:

Intervention - Subscription - Payment

The Sole Shareholder declares to (i) subscribe to the increase of the share capital of the Company and (ii) fully pay up such New Shares by way of a contribution in kind (the Contribution In Kind) consisting of:

200 shares with a nominal value of CHF 100 (one hundred Swiss Francs) in the share capital of Stanley Black & Decker Holding GmbH, a private limited liability company incorporated under the laws of Switzerland, having its registered office in Zug, Switzerland, having an aggregate value of USD 143,915.30 (one hundred and fortythree thousand nine hundred and fifteen United States Dollars and thirty United States Cents) being the equivalent of CHF 140,200 (one hundred and forty thousand two hundred Swiss francs) based on the exchange rate of CHF 1 = USD 1.0265;

100% of the common shares in the share capital of Black & Decker International Corp, having its registered office at c/o Durling & Durling, Edificio Vallarino, Ultimo Piso, Calle 52 y Elvira Mendez, P. O. Box 0816-06805, Panama City, Panama, having an aggregate value of USD 199,872,000 (one hundred and ninety-nine million eight hundred and seventy-two thousand United States Dollars); and

100% of the member interests in Black & Decker Abrasive LLC, having its registered office at c/o The Corporation Trust Company, 1209 Orange Street, Wilmington, DE 19801, United States of America, having an aggregate value of USD 161,483,718.38 (one hundred and sixty-one million four hundred and eighty-three thousand seven hundred and eighteen United States Dollars and thirty-eight United States Cents) being the equivalent of EUR 117,776,762 (one hundred and seventeen million seven hundred and seventy-six thousand seven hundred and sixty-two Euro) based on the exchange rate of EUR 1 = USD 1.3711;

a receivable held by the Sole Shareholder against Stanley Black & Decker Sales GmbH, a private limited liability company incorporated under the laws of Switzerland, having its registered office in Dübendorf, Switzerland in an aggregate amount of USD 405,845,600 (four hundred and five million eight hundred and forty-five thousand six hundred United States Dollars) being the equivalent of EUR 296,000,000 (two hundred and ninety-six million Euro) based on the exchange rate of EUR 1 = USD 1.3711;

The above Contribution in Kind to the Company, in an aggregate net amount of USD 767,345,233.68 (seven hundred and sixty-seven million three hundred and forty-five thousand two hundred and thirty-three United States Dollars and sixty-eight United States Cents) is to be allocated as follows:

(a) USD 10,000 (ten thousand United States Dollars) will be allocated to the nominal share capital account of the Company;

(b) USD 767,335,233.68 (seven hundred and sixty-seven million three hundred and thirty-five thousand two hundred and thirty-three United States Dollars and sixty-eight United States Cents) will be allocated to the share premium account of the Company.

The valuation of the Contribution in Kind is evidenced and supported by a certificate issued by the management of the Sole Shareholder (the Certificate).

A copy of the above certificate, after having been signed ne varietur by the proxyholder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be registered with it.

As a result of the above capital increase, the Sole Shareholder records that the shareholdings in the Company after the capital increase are as follows:

Name of the Shareholder	Number of shares
Black & Decker Global Holdings S.à r.l.	495,810
Total of shares:	495,810

Fourth resolution

The Meeting resolves to amend article 4 of the Articles in order to reflect the above resolution so that it reads henceforth as follows:

" **Art. 4. Capital.** The subscribed share capital is set at USD 495,810,000 (four hundred and ninety-five million eight hundred and ten thousand United States Dollars) represented by 448,344 (four hundred and forty-eight thousand three hundred and forty-four) Ordinary A Shares (the Ordinary A Shares) and 47,466 (forty-seven thousand four hundred and sixty-six) Preference A Shares (the Preference A Shares), each having a nominal value of USD 1,000 (one thousand United States Dollars) per share."

Fifth resolution

The Meeting resolves (i) to amend the share register of the Company in order to record the new number of shares held in the Company by the Sole Shareholder and (ii) to grant power and authority to any manager of the Company to individually proceed on behalf of the Company to the amendment of the share register of the Company.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations and expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of this share capital increase, is approximately EUR 6,000..

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version; at the request of the same appearing party, it is stated that, in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version shall prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, the said proxyholder signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille dix, le quinze novembre.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire résidant à Luxembourg, au Grand-Duché de Luxembourg.

S'est tenue une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) de l'associé unique de Black & Decker Luxembourg S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois ayant son siège social au 46A, avenue J.F. Kennedy L-1855 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 37711 (la Société). La Société a été constituée le 29 juillet 1991 en vertu d'un acte de Maître Tom Melzer, notaire résidant à Luxembourg-Bonnevoie, publié au Mémorial, Recueil des Société et Associations n°50 du 13 février 1992. Les statuts de la Société ont été modifiés le 11 décembre 2009 suite à un acte Maître Henri Hellinckx, notaire résidant à Luxembourg, au Grand-Duché de Luxembourg, et publié au Mémorial, Recueil des Société et Associations n°292 du 10 février 2010.

A comparu:

Black & Global Holdings S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois ayant son siège social au 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B147803 et ayant un capital social de 100.000 USD (l'Associé Unique);

ci-après représentée par Olivier Too, avocat à la cour, de résidence professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire agissant au nom de la partie comparante et par le notaire instrumentaire demeurera annexée au présent acte pour être enregistrées ensemble avec celui-ci.

L'Associé Unique, représenté comme décrit ci-dessus, a requis le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

I. que les 448.334 (quatre cent quarante huit mille trois cent trente-quatre) parts sociales ordinaires de classe A et les 47.466 (quarante sept mille quatre cent soixante-six) parts sociales préférentielles de classe A d'une valeur nominale de USD 1,000 (mille Dollars des Etats-Unis d'Amérique) chacune, représentant l'intégralité du capital social de la Société, sont dûment représentées à l'Assemblée, qui est dès lors valablement constituée et peut délibérer des points de l'ordre du jour reproduit ci-après;

II. que l'ordre du jour de l'Assemblée est libellé comme suit:

1. Renonciation aux formalités de convocation;
2. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de 10.000 USD (dix mille Dollars des Etats-Unis d'Amérique) par voie de l'émission de 10 (dix) parts sociales ordinaires de classe A de la Société, ayant une valeur nominale de 1.000 USD (mille Dollars des Etats-Unis d'Amérique);
3. Souscription et paiement en nature de l'augmentation du capital social mentionnée au point 2. ci-dessus par le biais de l'apport de 200 parts sociales d'une valeur de 100 CHF (cent Francs Suisses) dans le capital social de Stanley Black & Decker Holding GmbH, 100% des actions dans le capital social de Black & Decker Abrasive LLC ayant une valeur globale de 117.776.762 EUR (cent dix-sept millions sept cent soixante-seize mille sept cent soixante-deux Euros), 100% des actions dans le capital social de Black & Decker International Corporation, ayant une valeur globale de 199.872.000 USD

(cent quatre-vingt dix-neuf millions huit cent soixante-douze mille Dollars des Etats-Unis d'Amérique), et d'une créance détenue par l'Associé Unique à l'encontre de Stanley Black & Decker Sales GmbH;

4. Modification consécutive de l'article 4 des statuts de la Société (les Statuts);

5. Modification du registre des parts sociales de la Société afin d'y refléter l'émission des nouvelles parts sociales, avec pouvoir et autorisation donnés à tout gérant de la Société de procéder pour le compte de la Société à l'inscription de la part sociale nouvellement émise dans le registre des parts sociales de la Société, et d'accomplir toutes formalités y relatives; et

6. Divers.

L'Associé Unique a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'intégralité du capital social de la Société étant présente ou représentée à l'Assemblée, l'Assemblée décide de renoncer aux formalités de convocation, l'Associé Unique représenté se considérant comme dûment convoqué et déclarant avoir pris connaissance de l'ordre du jour qui lui a été communiqué par avance.

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de 10.000 USD (dix mille Dollars des Etats-Unis d'Amérique) afin de porter le capital social de la Société de son montant actuel de 495.800.000 USD (quatre cent quatre-vingtquinze millions huit cent mille Dollars des Etats-Unis d'Amérique) représenté par 495.800 (quatre cent quatre vingt quinze mille huit cents) parts sociales ayant une valeur nominale de USD 1.000 (mille Dollars des Etats-Unis d'Amérique) chacune, à un montant de 495.810.000 USD (quatre cent quatre-vingt-quinze millions huit cent dix mille Dollars des Etats-Unis d'Amérique), par l'émission de 10 (dix) parts sociales ordinaires de classe A de la Société, ayant une valeur nominale de 1.000 USD (mille Dollars des Etats-Unis d'Amérique) chacune et l'Assemblée émet ces nouvelles parts sociales (les Nouvelles Parts Sociales).

Troisième résolution

L'Associé Unique décide en outre d'approuver la souscription de l'augmentation de capital et sa libération de la manière suivante:

Intervention - Souscription - Libération

L'Associé Unique déclare (i) souscrire à l'augmentation du capital social de la Société et (ii) libérer intégralement les Nouvelles Parts Sociales par le biais d'un apport en nature (l'Apport en Nature) de:

(a) 200 parts sociales ayant une valeur nominale de 100 CHF (cent francs suisses) chacune dans le capital social de Stanley Black & Decker Holding GmbH, une société à responsabilité limitée de droit Suisse, avec siège social à Zug, ayant une valeur totale de 143.915,30 USD (cent quarante-trois mille neuf cent quinze Dollars des Etats-Unis d'Amérique et trente Cents des Etats-Unis d'Amérique) correspondant à 140.200 CHF (cent quarante mille deux cents Francs Suisses) sur la base du taux de change de 1 CHF = 1,0265 USD;

100% des actions ordinaires dans le capital social de Black & Decker International Corp, avec siège social à c/o Durling & Durling, Edificio Vallarino, Ultimo Piso, Calle 52 y Elvira Mendez, P. O. Box 0816-06805, Panama City, Panama, ayant une valeur totale de USD 199.872.000 (cent quatre-vingt-dix-neuf millions huit cent soixante-douze mille Dollars des Etats-Unis); et

(b) 100% des intérêts dans Black & Decker Abrasive LLC, avec siège social à c/o The Corporation Trust Company, 1209 Orange Street, Wilmington, DE 19801, Etats-Unis d'Amérique, ayant une valeur totale de 161.483.718,38 USD (cent soixante-et-un millions quatre cent quatre-vingt-trois mille sept cent dix-huit Dollars des Etats-Unis d'Amérique et trente-huit Cents des Etats-Unis d'Amérique) correspondant à 117.776.762 EUR (cent dix-sept millions sept cent soixante-seize mille sept cent soixante-deux euros) sur la base du taux de change de 1 EUR = 1,3711 USD;

(c) une créance détenue par l'Associé Unique contre Stanley Black & Decker Sales GmbH, une société à responsabilité limitée de droit Suisse, avec siège social à Dübendorf, Suisse, d'un montant total de 405.845.600 USD (quatre cent cinq millions huit cent quarante-cinq mille six cents Dollars des Etats-Unis d'Amérique), étant l'équivalent de 296.000.000 EUR (deux cent quatre-vingt seize millions d'Euros) sur la base de 1 EUR = 1,3711 USD.

Ledit Apport en Nature contribué à la Société, d'un montant total net de 767.345.233,68 USD (sept cent soixante-sept millions trois cent quarante-cinq mille deux cent trente-trois Dollars des Etats-Unis d'Amérique et soixante-huit Cents des Etats-Unis d'Amérique) devra être attribué comme suit:

10.000 USD (dix mille Dollars des Etats-Unis d'Amérique) sera attribué au compte de capital social nominal de la Société;

767.335.233,68 USD (sept cent soixante-sept millions trois cent trente-cinq mille deux cent trente-trois Dollars des Etats-Unis d'Amérique et soixante-huit Cents des Etats-Unis d'Amérique) sera attribué à la réserve de prime d'émission de la Société.

L'évaluation de l'Apport en Nature est attestée au moyen d'un certificat émis par l'organe de gestion de l'Associé Unique (le Certificat).

Une copie du certificat susmentionné, après avoir été signée ne varietur par le mandataire agissant au nom de la partie comparante et par le notaire instrumentaire, restera annexée au présent acte afin d'être soumis ensemble aux formalités de l'enregistrement.

En conséquence de ce qui précède, l'Associé décide d'acter que l'actionnariat de la Société après l'augmentation du capital est désormais le suivant:

Associé	Nombre de parts sociales
Black & Decker Global Holdings S.à r.l.	495.810
Total de parts sociales:	495.810

Quatrième résolution

L'Assemblée décide de modifier l'article 5 des Statuts de la Société afin d'y refléter la résolution ci-dessus, de sorte qu'il aura désormais la teneur suivante:

" **Art. 4. Capital social.** Le capital social de la Société est fixé à la somme de 495.810.000 USD (quatre cent quatre-vingt-quinze millions huit cent dix mille Dollars des Etats-Unis d'Amérique) représenté par 448.344 (quatre cent quarante-huit trois cent quarante-quatre) parts sociales ordinaires de classe A (les Parts Sociales Ordinaires de Classe A) et 47,466 (quarante-sept mille quatre cent soixante six) parts sociales préférentielles de classe A (les Parts Sociales Préférentielles de Classe A) d'une valeur nominale de 1.000 USD (mille Dollar des Etats-Unis d'Amérique) chacune."

Cinquième résolution

L'Assemblée décide de (i) modifier le registre des parts sociales de la Société afin d'y inscrire le nombre de parts sociales de la Société détenues par l'Associé Unique, et de (ii) donner pouvoir et autorisation à tout gérant de la Société afin de procéder individuellement, au nom de la Société, aux inscriptions dans le registre des parts sociales de la Société.

Estimation des frais

Le total des dépenses, frais, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui seront supportés par la Société ou dont elle est responsable en conséquence du présent acte sont estimés approximativement à EUR 6.000,.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais déclare qu'à la requête de la partie comparante, le présent acte a été établi en anglais, suivi d'une version française. A la requête de cette même partie comparante, et en cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé, date qu'en tête de la présente, à Luxembourg.

Et après lecture faite au mandataire de la partie comparante, ledit mandataire a signé ensemble avec le notaire, l'original du présent acte.

Signé: O. TOO et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 25 novembre 2010. Relation: LAC/2010/52266. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

Pour expédition conforme délivrée à la société sur demande aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 décembre 2010.

Référence de publication: 2010165398/257.

(100191988) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 décembre 2010.

Électro-Watt SA, Société Anonyme.

Siège social: L-5692 Elvange, 15, rue de Burmerange.

R.C.S. Luxembourg B 71.598.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire Centrale du Luxembourg SA

L-2530 LUXEMBOURG

4, RUE HENRI SCHNADT

Signature

Référence de publication: 2010171803/13.

(100199051) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2010.

FPV Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 137.141.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010171711/10.

(100197479) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2010.

HDL SA, Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 81.385.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010171717/10.

(100197470) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2010.

Horion S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 139.658.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010171718/10.

(100197478) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2010.

Medial European Communications Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 62.142.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010171747/10.

(100197473) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2010.

La Financière d'Intégration Européenne S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 86.087.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 décembre 2010.

Pour copie conforme

Pour la société

Maître Carlo WERSANDT

Notaire

Référence de publication: 2010172222/14.

(100199831) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2010.

Uranus Capital S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 157.303.

— STATUTEN

Im Jahre zweitausendzehn, am dritten Dezember.

Vor dem unterzeichneten Notar Paul BETTINGEN, mit dem Amtssitze zu Niederanven.

Ist erschienen:

Herr Martin WALLY, Geschäftsführer, geboren am 6. September 1966 in Melk (Österreich), wohnhaft in A-3243 St. Leonhard, Gassen 7 (Österreich),

hier gemäß privatschriftlicher Vollmacht vertreten durch Herrn François LANNERS, Privatangestellter, wohnhaft in L-7513 Mersch, 57A, route d'Arlon (der Vertreter).

Diese Vollmacht bleibt nach „ne varietur“-Unterzeichnung durch den Vertreter und den beurkundenden Notar dieser Urkunde als Anlage beigelegt, um mit ihr registriert zu werden.

Der Erschienene, der wie oben angegeben vertreten wird, hat den beurkundenden Notar ersucht, die Satzung einer „société anonyme“ (Aktiengesellschaft) wie folgt zu beurkunden:

Art. 1. Form und Name.

1.1 Es wird eine „société anonyme“ (die Gesellschaft) gegründet, welche dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, insbesondere dem Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner geänderten Fassung (das Gesetz), sowie der vorliegenden Satzung (die Satzung) unterliegen soll.

1.2 Die Gesellschaft führt den Namen „URANUS CAPITAL S.A.“.

1.3 Die Gesellschaft kann einen Einzelaktionär (der Einzelaktionär) oder mehrere Aktionäre haben. Die Gesellschaft kann nicht durch das Ableben, die Aussetzung der bürgerlichen Rechte, die Insolvenz, die Liquidation oder den Bankrott des Einzelaktionärs aufgelöst werden.

Art. 2. Gesellschaftssitz.

2.1 Der Gesellschaftssitz der Gesellschaft wird in Luxemburg-Stadt, Großherzogtum Luxemburg, errichtet.

2.2 Er kann innerhalb der Grenzen der Gemeinde Luxemburg durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrats der Gesellschaft (der Verwaltungsrat) bzw. im Fall eines einzelnen Verwaltungsratsmitglieds (das einzelne Verwaltungsratsmitglied) durch Beschluss des einzelnen Verwaltungsratsmitglieds verlegt werden.

2.3 Falls der Verwaltungsrat der Ansicht ist, dass außergewöhnliche politische oder militärische Ereignisse stattfinden werden oder unmittelbar bevorstehen, welche die normale Geschäftstätigkeit am Gesellschaftssitz oder die reibungslose Kommunikation zwischen dem Gesellschaftssitz und dem Ausland beeinträchtigen könnten, kann er den Gesellschaftssitz vorübergehend ins Ausland verlegen, bis diese außergewöhnlichen Umstände beendet sind. Diese vorübergehende Maßnahme hat jedoch keinen Einfluss auf die Staatsangehörigkeit der Gesellschaft, die eine luxemburgische Gesellschaft bleibt.

Art. 3. Dauer der Gesellschaft.

3.1 Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Zeit gegründet.

3.2 Die Gesellschaft kann jederzeit durch Beschluss der Hauptversammlung (wie nachstehend definiert) der Gesellschaft, welcher in der zur Änderung der Satzung erforderlichen Weise gefasst wird, aufgelöst werden.

Art. 4. Gesellschaftszweck.

4.1 Der Zweck der Gesellschaft erstreckt sich auf sämtliche Geschäfte, die sich unmittelbar oder mittelbar auf die Beteiligung in jeglicher Form an jeglichen Unternehmen (sowohl Kapital- als auch Personengesellschaften) beziehen sowie auf die Verwaltung, Führung, Kontrolle und Entwicklung dieser Beteiligungen.

4.2 Insbesondere kann die Gesellschaft ihr Vermögen zur Schaffung, Verwaltung, Verwertung und Veräußerung eines Portfolios aus jeglichen Wertpapieren und Patenten jeglicher Herkunft verwenden. Sie kann sich an der Gründung, Entwicklung und Kontrolle eines jeglichen Unternehmens beteiligen. Sie kann jegliche Wertpapiere und Patente durch Einlage, Zeichnung, Festübernahme, Kaufoption oder auf jede andere Weise erwerben und diese durch Verkauf, Übertragung, Tausch oder auf andere Weise realisieren.

4.3 Die Gesellschaft kann ebenfalls Dritten Garantien gewähren und Sicherheiten stellen, um ihre Verpflichtungen zu garantieren oder diejenigen von Gesellschaften, an denen sie eine unmittelbare oder mittelbare Beteiligung hält, oder von Gesellschaften, die zur selben Unternehmensgruppe wie die Gesellschaft gehören. Sie kann ferner Gesellschaften, an denen sie eine unmittelbare oder mittelbare Beteiligung hält oder die zur selben Unternehmensgruppe wie die Gesellschaft gehören, sowie jeder anderen Gesellschaft oder jedem anderen Dritten Darlehen gewähren oder sie in sonstiger Weise unterstützen.

4.4 Die Gesellschaft kann ihre Tätigkeit auch durch Filialen in Luxemburg oder im Ausland ausüben.

4.5 Zu vorstehenden Zwecken kann die Gesellschaft sämtliche kaufmännischen, gewerblichen oder finanziellen Geschäfte tätigen sowie sämtliche Eigentumsübertragungen von Immobilien und Mobilien vornehmen.

4.6 Sie kann auch möblierte oder nicht möblierte Immobilien erwerben, verwalten, bewirtschaften, verkaufen oder diesbezüglich Mietverträge abschließen, und ganz allgemein Immobiliengeschäfte jeglicher Art tätigen, außer den Immobilienhändlern vorbehaltenen Geschäften. Die Gesellschaft kann auch ihre Liquiditäten platzieren und verwalten. Ganz allgemein kann die Gesellschaft sämtliche vermögens-, mobilien- oder immobilienbezogene Geschäfte, Handelsgeschäfte, gewerbliche oder finanzielle Geschäfte tätigen sowie sämtliche Transaktionen und Geschäfte, die geeignet sind, unmittelbar oder mittelbar die Verwirklichung oder Entwicklung ihres Gesellschaftszwecks zu fördern oder zu erleichtern.

Art. 5. Gesellschaftskapital.

5.1 Das gezeichnete Gesellschaftskapital wird auf einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000,-) festgelegt, eingeteilt in dreihundertzehn (310) Stammaktien mit einem Nennwert von je einhundert Euro (EUR 100,-).

5.2 Zusätzlich zum Gesellschaftskapital kann ein Aufgeldkonto eingerichtet werden, auf das sämtliche Emissionsaufgelder, die auf eine Aktie zusätzlich zu ihrem Nennwert gezahlt werden, überwiesen werden. Das Guthaben dieses Aufgeldkontos kann für die Bezahlung von Aktien, welche die Gesellschaft von ihren Aktionären zurückkauft, für den Ausgleich von realisierten Nettoverlusten, für Ausschüttungen an die Aktionäre oder für die Zuführung von Geldern in die gesetzliche Rücklage verwendet werden.

5.3 Durch Beschluss der Hauptversammlung, welcher in der zur Änderung der Satzung erforderlichen Weise gefasst wird, kann das gezeichnete Gesellschaftskapital der Gesellschaft erhöht oder herabgesetzt werden.

Art. 6. Aktien.

6.1 Die Aktien der Gesellschaft sind Namensaktien oder Inhaberaktien oder ein Teil der Aktien sind Namensaktien und der andere Teil sind Inhaberaktien, je nach Wahl des Einzelaktionärs bzw. bei mehreren Aktionären je nach Wahl der Aktionäre, vorbehaltlich gegenteiliger Bestimmungen des Gesetzes.

6.2 Die Gesellschaft erkennt nur einen Inhaber je Aktie an. Falls eine oder mehrere Aktien gemeinsam gehalten werden oder falls die Eigentumstitel dieser Aktien geteilt, fragmentiert oder strittig sind, muss/müssen diejenige(n) Person(en), die ein Recht an dieser/diesen Aktie(n) geltend macht/machen, einen einzigen Vertreter ernennen, um die Aktie(n) gegenüber der Gesellschaft zu vertreten. Die Unterlassung dieser Ernennung hat die Suspendierung der Ausübung sämtlicher mit den Aktien verbundenen Rechte zur Folge. Die gleiche Regel findet Anwendung im Fall eines Konflikts zwischen einem Nießbraucher und einem Inhaber des Stammrechts oder zwischen einem Pfandgläubiger und einem Pfandschuldner.

6.3 Die Gesellschaft kann unter den von dem Gesetz vorgesehenen Bedingungen ihre eigenen Aktien zurückkaufen.

Art. 7. Aktionärsversammlungen der Gesellschaft.

7.1 Im Fall eines Einzelaktionärs hat dieser sämtliche der Hauptversammlung verliehenen Befugnisse. In dieser Satzung ist jede Bezugnahme auf die von der Hauptversammlung gefassten Beschlüsse oder ausgeübten Befugnisse eine Bezugnahme auf die vom Einzelaktionär gefassten Beschlüsse oder ausgeübten Befugnisse, solange die Gesellschaft nur einen Einzelaktionär hat. Die vom Einzelaktionär gefassten Beschlüsse werden in Protokollen registriert.

7.2 Im Fall mehrerer Aktionäre vertritt jede ordnungsgemäß gebildete Hauptversammlung der Aktionäre der Gesellschaft (die Hauptversammlung) sämtliche Aktionäre der Gesellschaft. Sie verfügt über die weitestgehenden Befugnisse, um alle Handlungen in Bezug auf die Geschäfte der Gesellschaft anzuordnen, durchzuführen oder zu genehmigen.

7.3 Die jährliche Hauptversammlung wird gemäß luxemburgischem Recht in Luxemburg am Sitz der Gesellschaft oder an einem anderen, in den Einberufungen angegebenen Ort der Gemeinde des Sitzes am dritten Donnerstag des Monats Mai, um 14:00 Uhr abgehalten. Falls dieser Tag für Banken in Luxemburg ein Feiertag ist, wird die jährliche Hauptversammlung am ersten folgenden Werktag abgehalten.

7.4 Die Hauptversammlung kann im Ausland abgehalten werden, wenn der Verwaltungsrat nach freiem Ermessen feststellt, dass außergewöhnliche Umstände dies verlangen.

7.5 Die anderen Hauptversammlungen können an dem im jeweiligen Einberufungsschreiben angegebenen Ort und Datum abgehalten werden.

7.6 Jeder Aktionär der Gesellschaft kann an der Hauptversammlung mittels Telefon- oder Videokonferenz oder eines ähnlichen Kommunikationsmittels teilnehmen, mittels dessen (i) die an der Hauptversammlung teilnehmenden Aktionäre identifiziert werden können, (ii) jeder Teilnehmer der Hauptversammlung die anderen Teilnehmer hören kann und mit ihnen sprechen kann, (iii) die Hauptversammlung direkt übertragen wird und (iv) die Aktionäre rechtsgültig beraten können. Die Teilnahme an einer Hauptversammlung durch ein solches Kommunikationsmittel gilt als der persönlichen Teilnahme an einer solchen Versammlung gleichwertig.

Art. 8 Einberufungsfristen, Beschlussfähigkeit, Vollmachten, Einberufungsschreiben.

8.1 Für die Einberufungsschreiben und die Abhaltung der Hauptversammlung gelten die von dem Gesetz vorgeschriebenen Einberufungsfristen und Beschlussfähigkeitsbestimmungen, sofern in der Satzung nichts anderes bestimmt wird.

8.2 Jede Aktie gewährt eine Stimme.

8.3 Soweit im Gesetz oder in der Satzung nichts anderes festgelegt ist, werden die Beschlüsse der ordnungsgemäß einberufenen Hauptversammlung durch die einfache Mehrheit der anwesenden oder vertretenen und an der Abstimmung teilnehmenden Aktionäre gefasst.

8.4 Jeder Aktionär kann an den Hauptversammlungen der Aktionäre der Gesellschaft teilnehmen, indem er schriftlich entweder per Urschrift oder per Telefax oder per E-Mail (versehen mit einer elektronischen Unterschrift gemäß den Anforderungen des luxemburgischen Rechts) eine andere Person zu seinem Vertreter ernennt.

8.5 Sind alle Aktionäre bei der Hauptversammlung anwesend oder vertreten und erklären, ordnungsgemäß einberufen und über die Tagesordnung der Hauptversammlung informiert worden zu sein, so kann die Hauptversammlung auch ohne vorherige Einberufung abgehalten werden.

Art. 9. Verwaltung der Gesellschaft.

9.1 Im Fall eines Einzelaktionärs kann die Gesellschaft von einem einzelnen Verwaltungsratsmitglied verwaltet werden. Die genaue Zahl der Verwaltungsratsmitglieder ist dann vom Einzelaktionär festzulegen. Im Fall mehrerer Aktionäre wird die Gesellschaft vom Verwaltungsrat, der aus mindestens drei (3) Mitgliedern besteht, verwaltet.

Die genaue Zahl der Verwaltungsratsmitglieder ist dann von der Hauptversammlung festzulegen. Das/Die Verwaltungsratsmitglied(er) muss/müssen nicht Aktionär(e) sein. Bei mehreren Verwaltungsratsmitgliedern kann die Hauptversammlung beschließen, zwei Kategorien von Verwaltungsratsmitgliedern (Verwaltungsratsmitglieder A und Verwaltungsratsmitglieder B) zu schaffen.

9.2 Das/Die Verwaltungsratsmitglied(er) wird/werden vom Einzelaktionär oder bei mehreren Aktionären von der Hauptversammlung für einen Zeitraum von höchstens sechs (6) Jahren gewählt, bis ihre Nachfolger gewählt worden sind. Ein Verwaltungsratsmitglied kann jedoch jederzeit durch Beschluss der Hauptversammlung abberufen werden. Die Wiederwahl des scheidenden Verwaltungsratsmitglieds/der scheidenden Verwaltungsratsmitglieder ist zulässig.

9.3 Bei Vakanz des Postens eines Verwaltungsratsmitglieds infolge von Tod, Rücktritt oder eines anderen Grundes können die übrigen von der Hauptversammlung gewählten Verwaltungsratsmitglieder zusammentreten und ein Verwaltungsratsmitglied wählen, das die mit dem frei gewordenen Posten verbundenen Aufgaben bis zur nächsten Hauptversammlung erfüllt.

Art. 10. Versammlungen des Verwaltungsrats.

10.1 Bei mehreren Verwaltungsratsmitgliedern muss der Verwaltungsrat unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden wählen und kann aus seiner Mitte einen oder mehrere stellvertretende Vorsitzende wählen. Er kann ebenfalls einen Schriftführer ernennen, der kein Verwaltungsratsmitglied sein muss und dem die Führung des Protokolls bei den Versammlungen des Verwaltungsrats oder die Ausführung von administrativen oder anderen gelegentlich vom Verwaltungsrat beschlossenen Aufgaben übertragen werden kann.

10.2 Der Verwaltungsrat versammelt sich auf eine Einberufung seines Vorsitzenden oder mindestens zweier Verwaltungsratsmitglieder hin an dem im Einberufungsschreiben angegebenen Ort. Die die Versammlung einberufende(n) Person(en) bestimmt/bestimmen die Tagesordnung. Jedes Verwaltungsratsmitglied erhält mindestens acht Tage vor dem für die Versammlung vorgesehenen Zeitpunkt eine Mitteilung in Form eines Briefs, Telegramms, Telefax oder einer E-Mail, außer im Fall einer Dringlichkeit. In einem solchen Fall muss das 24 Stunden vor der Versammlung versandte Einberufungsschreiben die Art dieser Dringlichkeit angeben. Das Erfordernis einer derartigen Einberufung braucht im Fall eines vor oder nach der Versammlung erteilten Einverständnisses eines jeden Verwaltungsratsmitglieds in Form eines Briefs, Telegramms, Telefax oder einer E-Mail nicht beachtet zu werden. Eine besondere Einberufung ist nicht erforderlich für Versammlungen des Verwaltungsrats, die zu einem Zeitpunkt und an einem Ort abgehalten werden, die zuvor vom Verwaltungsrat beschlossen wurden.

10.3 Jedes Verwaltungsratsmitglied kann sich vertreten lassen, indem es ein anderes Verwaltungsratsmitglied per Brief, Telegramm, Telefax oder E-Mail zu seinem Vertreter ernennt. Ein Verwaltungsratsmitglied kann nicht mehr als einen seiner Kollegen vertreten.

10.4 Der Verwaltungsrat kann nur rechtsgültig beraten und handeln, wenn die Mehrheit der Verwaltungsratsmitglieder bei der Versammlung des Verwaltungsrats anwesend oder vertreten sind. Wenn die Beschlussfähigkeit nicht innerhalb einer halben Stunde nach dem für die Versammlung vorgesehenen Zeitpunkt gegeben ist, können die anwesenden Verwaltungsratsmitglieder die Versammlung an einen anderen Ort und auf einen späteren Zeitpunkt vertagen. Die Einberufungsschreiben für die vertagten Versammlungen werden den Mitgliedern des Verwaltungsrats gegebenenfalls durch den Schriftführer übermittelt, ansonsten durch ein Verwaltungsratsmitglied.

10.5 Die Beschlüsse werden durch die Mehrheit der Stimmen der bei jeder Versammlung anwesenden oder vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst. Falls bei einer Versammlung des Verwaltungsrats Stimmengleichheit für oder gegen einen Beschluss vorliegt, ist die Stimme des Vorsitzenden des Verwaltungsrats nicht ausschlaggebend. Bei Stimmengleichheit gilt der Beschluss als abgelehnt.

10.6 Jedes Verwaltungsratsmitglied kann an einer Versammlung des Verwaltungsrats mittels Telefon- oder Videokonferenz oder eines ähnlichen Kommunikationsmittels teilnehmen, mittels dessen alle Teilnehmer der Versammlung sich hören können. Die Teilnahme an der Versammlung durch ein solches Kommunikationsmittel gilt als der persönlichen Teilnahme an dieser Versammlung gleichwertig.

10.7 Unbeschadet der vorstehenden Bestimmungen kann ein Beschluss des Verwaltungsrats auch in Form eines Umlaufbeschlusses gefasst werden, der sich aus einem oder mehreren Dokumenten ergibt, das/die die Beschlüsse enthält/enthalten und das/die ausnahmslos von allen Mitgliedern des Verwaltungsrats unterzeichnet wird/werden. Das Datum eines solchen Beschlusses ist dasjenige der letzten Unterschrift.

10.8 Dieser Artikel gilt nicht für den Fall, dass die Gesellschaft durch ein einzelnes Verwaltungsratsmitglied verwaltet wird.

Art. 11. Befugnisse des Verwaltungsrats. Dem Verwaltungsrat sind die weitestgehenden Befugnisse übertragen, um sämtliche Verfügungs- und Verwaltungshandlungen im Interesse der Gesellschaft durchzuführen. Sämtliche nicht ausdrücklich durch das Gesetz oder die Satzung der Hauptversammlung vorbehaltenen Befugnisse fallen in die Zuständigkeit des Verwaltungsrats.

Art. 12. Vollmachtserteilung.

12.1 Der Verwaltungsrat kann einen Delegierten für die tägliche Verwaltung ernennen, der weder Aktionär noch Mitglied des Verwaltungsrats zu sein braucht und mit den erforderlichen Vollmachten versehen wird, um in Bezug auf alles, was die tägliche Verwaltung betrifft, im Namen der Gesellschaft zu handeln.

12.2 Der Verwaltungsrat ist auch befugt, eine Person, die kein Verwaltungsratsmitglied zu sein braucht, für die Ausführung besonderer Aufträge auf sämtlichen Ebenen der Gesellschaft zu ernennen.

Art. 13. Unterschriften von Zeichnungsbefugten.

13.1 Die Gesellschaft wird Dritten gegenüber in jedem Falle nur verpflichtet (i) durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Verwaltungsratsmitgliedern der Gesellschaft oder durch die Unterschrift des einzelnen Verwaltungsratsmitglieds oder (ii) durch die gemeinsamen Unterschriften aller Personen oder die alleinige Unterschrift der Person, denen/der eine Zeichnungsbefugnis durch den Verwaltungsrat übertragen worden ist, und soweit die ihr/ihnen übertragenen Befugnisse reichen.

13.2 Im Fall von Verwaltungsratsmitgliedern der Kategorie A und der Kategorie B wird die Gesellschaft rechtsgültig durch die gemeinsame Unterschrift eines Verwaltungsratsmitglieds A und eines Verwaltungsratsmitglieds B verpflichtet.

Art. 14. Interessenkonflikt.

14.1 Kein Vertrag oder keine sonstige Transaktion zwischen der Gesellschaft und jeglicher anderen Gesellschaft oder Körperschaft wird durch den Umstand beeinflusst oder unwirksam, dass ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder oder Handlungsbevollmächtigte der Gesellschaft ein persönliches Interesse an dieser anderen Gesellschaft oder Körperschaft haben sollten oder Verwaltungsratsmitglied, Gesellschafter, Handlungsbevollmächtigter oder Angestellter dieser sonstigen Gesellschaft oder Körperschaft sind.

14.2 Ein Verwaltungsratsmitglied oder Handlungsbevollmächtigter der Gesellschaft, welches bzw. welcher Verwaltungsratsmitglied, Handlungsbevollmächtigter oder Angestellter einer Gesellschaft oder Körperschaft ist, mit der die Gesellschaft einen Vertrag abschließt oder der gegenüber sie sich anderweitig geschäftlich verpflichtet, kann auf Grund seiner Position in dieser anderen Gesellschaft oder Körperschaft nicht daran gehindert werden, in Bezug auf einen solchen Vertrag oder dieses sonstige Geschäft zu beraten, abzustimmen oder zu handeln.

14.3 Falls ein Verwaltungsratsmitglied der Gesellschaft ein persönliches und gegenläufiges Interesse an einem Geschäft der Gesellschaft haben sollte, muss dieses Verwaltungsratsmitglied den Verwaltungsrat der Gesellschaft über sein persönliches und gegenläufiges Interesse informieren, und dieses Verwaltungsratsmitglied wird in Bezug auf dieses Geschäft weder an der Beratung noch an der Abstimmung teilnehmen. Über dieses Geschäft und das persönliche und gegenläufige Interesse dieses Verwaltungsratsmitglieds ist bei der nächsten Hauptversammlung Bericht zu erstatten. Die zwei vorstehenden Absätze gelten nicht für Beschlüsse des Verwaltungsrats über die im Rahmen der laufenden Geschäfte der Gesellschaft zu normalen Bedingungen abgeschlossenen Geschäfte.

Art. 15. Prüfer.

15.1 Die Geschäfte der Gesellschaft werden durch einen oder mehrere Abschlussprüfer und in den von dem Gesetz vorgesehenen Fällen durch einen externen und unabhängigen Wirtschaftsprüfer kontrolliert. Der Abschlussprüfer wird für einen Zeitraum von maximal sechs Jahren gewählt. Eine Wiederwahl ist zulässig.

15.2 Der Abschlussprüfer wird von der Hauptversammlung der Aktionäre der Gesellschaft ernannt, welche die Zahl der Abschlussprüfer, deren Vergütung und deren Mandatsdauer festlegt. Der amtierende Abschlussprüfer kann jederzeit durch die Hauptversammlung mit oder ohne Grund abberufen werden.

Art. 16. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr beginnt am 1. Januar jeden Jahres und endet am 31. Dezember desselben Jahres.

Art. 17 Verwendung der Gewinne.

17.1 Ein Betrag in Höhe von 5% (fünf Prozent) wird dem Jahresnettogewinn der Gesellschaft entnommen und der gesetzlichen Rücklage zugewiesen. Die Entnahme dieses Betrages ist dann nicht mehr obligatorisch, wenn die gesetzliche Rücklage 10% (zehn Prozent) des festgelegten (gegebenenfalls entsprechend Artikel 5.3 der Satzung erhöhten oder herabgesetzten) Gesellschaftskapitals der Gesellschaft erreicht.

17.2 Die Hauptversammlung beschließt über die Zuweisung des Saldos des jährlichen Nettogewinns und beschließt allein darüber, von Zeit zu Zeit Dividenden auszuschütten, wie sie es in ihrem Ermessen als dem Zweck und der Politik der Gesellschaft am besten entsprechend erachtet.

17.3 Die Dividenden können in Euro oder in jeder sonstigen vom Verwaltungsrat gewählten Währung ausgeschüttet werden und müssen an dem vom Verwaltungsrat gewählten Ort ausgeschüttet werden. Der Verwaltungsrat kann beschließen, Zwischendividenden unter den Bedingungen und in den Grenzen des Gesetzes auszuschütten.

Art. 18 Auflösung und Liquidation. Die Gesellschaft kann jederzeit durch Beschluss der Hauptversammlung, welcher in der zur Änderung der Satzung erforderlichen Weise gefasst wird, aufgelöst werden. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft erfolgt die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren (die natürliche oder juristische Personen sein können). Diese werden durch den über die Liquidation entscheidenden Beschluss der Hauptversammlung ernannt. Die Hauptversammlung legt auch die Befugnisse und die Vergütung des oder der Liquidatoren fest.

Art. 19. Satzungsänderungen. Die vorliegende Satzung kann von Zeit zu Zeit durch die außerordentliche Hauptversammlung unter Einhaltung der von dem Gesetz vorgeschriebenen Beschlussfähigkeits- und Mehrheitsbedingungen geändert werden.

Art. 20. Anwendbares Recht. Sämtliche Fragen, die nicht ausdrücklich durch diese Satzung geregelt werden, werden gemäß dem Gesetz entschieden.

Übergangsbestimmungen

Das erste Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt heute und endet am 31. Dezember 2010.

Die erste jährliche Hauptversammlung erfolgt in 2011.

Zeichnung und Einzahlung

Nachdem die Satzung derart festgelegt worden ist, erklärt der vorgenannte und wie oben angegeben vertretene Einzelaktionär, die dreihundertzehn (310) Aktien, die das gesamte Gesellschaftskapital der Gesellschaft vertreten, zu zeichnen.

Alle diese Aktien werden vom Einzelaktionär in Höhe von 100% (hundert Prozent) durch Barzahlung eingezahlt, so dass der Betrag von einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000,-) der Gesellschaft frei zur Verfügung steht, was dem beurkundenden Notar nachgewiesen wurde und was dieser hiermit ausdrücklich feststellt.

Erklärung - Schätzung der Kosten

Der unterzeichnete Notar erklärt hiermit, das Vorliegen der in Artikel 26 des Gesetzes genannten Bedingungen geprüft zu haben und stellt ausdrücklich fest, dass sie erfüllt sind. Er bestätigt ferner, dass diese Satzung in Einklang mit den Bestimmungen von Artikel 27 des Gesetzes steht.

Der Betrag der Kosten, Ausgaben, Vergütungen und Gebühren jeglicher Art, die der Gesellschaft obliegen oder die sie infolge ihrer Gründung zu tragen hat, wird auf ungefähr eintausendeinhundert Euro (EUR 1.100,-) geschätzt.

Beschlüsse des Einzelaktionärs

Der vorgenannte und wie oben angegeben vertretene Einzelaktionär, der das gesamte gezeichnete Gesellschaftskapital vertritt, fasst die folgenden Beschlüsse:

1. die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder wird auf drei (3) festgelegt, und die der Abschlussprüfer auf 1 (eins).
2. die folgenden Personen werden zu Verwaltungsratsmitgliedern der Gesellschaft ernannt:
 - (i) Herr Martin WALLY, Geschäftsführer, geboren in Melk (Österreich) am 6. September 1966, wohnhaft in Gassen 7, A-3243 St. Leonhard (Österreich);
 - (ii) Herr Michael WALLY, Geschäftsführer, geboren in Melk (Österreich) am 2. August 1971, wohnhaft in Mannersdorf 24, A-3393 Matzleinsdorf (Österreich);
 - (iii) Herr Thomas SCHELLENBACHER, Geschäftsführer, geboren in Melk (Österreich) am 23. Juli 1964, wohnhaft in Gassen 47, A-3243 St. Leonhard (Österreich).
3. FIN-CONTROLE S.A., eine nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg gegründete und bestehende „société anonyme“ mit Gesellschaftssitz in L-1882 Luxemburg, 12, rue Guillaume Kroll, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg unter der Nummer B 42.230, wird zum Abschlussprüfer der Gesellschaft ernannt.
4. Das Mandat der so ernannten Verwaltungsratsmitglieder und des so ernannten Abschlussprüfers endet am Schluss der ordentlichen, satzungsmäßigen Hauptversammlung der Gesellschaft in 2016; und
5. der Gesellschaftssitz der Gesellschaft wird in L-2086 Luxemburg, 412F, route d'Esch, festgesetzt.

Worüber Urkunde, Aufgenommen in Senningerberg, Im Jahre, Monat und Tage wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an den Erschienenen, dem Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat dieser mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: François Lanners, Paul Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, A.C., le 6 décembre 2010. LAC / 2010/ 54400.

Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): Tom BENNING.

- Für gleichlautende Kopie - Ausgestellt zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, den 9. Dezember 2010.

Référence de publication: 2010165816/284.

(100191369) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 décembre 2010.

NM Coiffure S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 35.309.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Alex WEBER

Notaire

Référence de publication: 2010171753/11.

(100197953) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2010.

Pernambuco S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 81.425.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010171764/10.

(100197471) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2010.

Pernambuco S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 81.425.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010171765/10.

(100197472) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2010.

Alfred RECKINGER et Fils, société à responsabilité limitée, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4141 Esch-sur-Alzette, 98, rue Victor Hugo.

R.C.S. Luxembourg B 11.032.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire Centrale du Luxembourg SA

L-2530 LUXEMBOURG

4, RUE HENRI SCHNADT

Signature

Référence de publication: 2010171811/13.

(100199048) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2010.

3 A Consulting S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 84.482.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010171802/10.

(100197469) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2010.

**H.I.G. Luxembourg Holdings 7S S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. H.I.G. Luxembourg Holdings Eight S.à r.l.).**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 150.094.

In the year two thousand and ten, on the ninth day of December,

Before Maître Joseph ELVINGER, notary public residing at Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, undersigned.

Is held an Extraordinary General Meeting (the "Meeting") of the sole shareholder of "H.I.G. Luxembourg Holdings Eight S.à r.l.", a société à responsabilité limitée, with its registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L1882 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register section B under the number 150.094 (the "Company"). The Company has been incorporated by deed enacted on December 11, 2009, published in the Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, number 119 of January 18, 2010. The articles of incorporation have been amended pursuant to a deed on September 20, 2010, published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 2414 of November 10, 2010. The articles of incorporation have not been amended since.

There appeared:

"H.I.G. Europe – 7S, Ltd." a company incorporated under the law of Cayman Islands having its registered office at Ugland House, South Church Street, KY11104, George Town, Grand Cayman, Cayman Islands (the "sole Shareholder") here represented

by Mrs Flora Gibert, clerck de Notaire, with professional address in Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal.

A copy of said proxy, having deed signed ne varietur by the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed with such deed with the registration authorities.

The agenda of the meeting is the following:

Agenda

1.- Change of the Company's name into "H.I.G. Luxembourg Holdings 7S S.à r.l.", and consequential amendment of Article 2 of the articles of incorporation of the Company

The sole Shareholder has taken the following resolution:

Sole resolution

The sole Shareholder resolves to change the Company's name into "H.I.G. Luxembourg Holdings 7S S.à r.l."

As a result of the above, the sole Shareholder also resolves to amend Article 2 of the articles of incorporation of the Company, which shall henceforth read as follows:

" Art. 2. The Company's name is H.I.G. Luxembourg Holdings 7S S.à r.l."

Costs

The amount, approximately at least, of costs, expenses, salaries or charges, in whatever form it may be, incurred or charges to the Company as a result of the present deed is evaluated at one thousand Euro.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing persons and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof, the present notarial deed is drawn up in Luxembourg, on the year and day first above written.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, he signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille dix, le neuf décembre,

Pardevant Maître Joseph ELVINGER notaire résident à Luxembourg, Grand- Duché du Luxembourg, soussigné.

S'est réunie l'Assemblée Générale Extraordinaire (L' "Assemblée") de l'associé unique de "H.I.G. Luxembourg Holdings Eight S.à r.l.", une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés à Luxembourg, section B sous le numéro 150.094 (la "Société"). La Société a été constituée suivant acte du 11 décembre 2009, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations numéro 119 du 18 janvier 2010. Les statuts ont été modifiés suivant acte du 20 septembre 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2414 du 10 novembre 2010. Les statuts n'ont pas été modifiés depuis.

A comparu:

"H.I.G. Europe – 7S, Ltd. ", une société régie par le droit des Iles Caïmans, ayant son siège social au Ugland House, South Church Street, KY1-1104, George Town, Grand Cayman, Cayman Islands (l' "Associé unique")

Représentée ici

par Mme Flora Gibert, clerc de Notaire, avec adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privée.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentant, annexée au présent acte avec lequel elle sera soumise à la formalité de l'enregistrement.

L'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1.- Modification de la dénomination sociale de la Société, devenant "H.I.G. Luxembourg Holdings 7S S.à r.l." et modification y afférente de l'Article 2 des statuts de la Société

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'Assemblée, cette dernière prend à l'unanimité la résolution suivante:

Résolution unique

L'Assemblée décide de modifier la dénomination sociale de la Société, devenant "H.I.G. Luxembourg Holdings 7S S.à r.l."

Afin de mettre les statuts en concordance avec cette résolution, l'Assemblée décide de modifier l'Article 2 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

" **Art. 2.** La dénomination de la société est H.I.G. Luxembourg Holdings 7S S.à r.l."

Frais

Lintégralité des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui seront supportés par la Société ou dont elle est responsable en conséquence du présent acte sont estimés approximativement à mille Euros.

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise constate que sur demande des comparants le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française. Sur demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé, date qu'en tête des présentes, à Luxembourg.

Et après lecture faite au mandataire, il a signé avec Nous notaire, la présente minute.

Signé: F. Gibert, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 14 décembre 2010. Relation: LAC/2010/55912. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): T. Benning.

Référence de publication: 2010166297/85.

(100192231) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2010.

I.C.B.I. Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3333 Hellange, 28, route de Bettembourg.

R.C.S. Luxembourg B 157.346.

— STATUTS

L'an deux mille dix, le trois décembre;

Par-devant Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

A COMPARU:

Monsieur Dominique WERQUIN, ingénieur, né à Algrange (France), le 5 mars 1954, demeurant à F-57100 Thionville, 27, rue des Mûriers.

Lequel comparant a requis le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'il déclare constituer par les présentes et dont il a arrêté les statuts comme suit:

Titre I^{er} . - Dénomination - Objet - Durée - Siège social

Art. 1^{er}. Il est formé par la présente, entre le propriétaire actuel des parts ci-après créées et tous ceux qui pourront le devenir dans la suite, une société à responsabilité limitée dénommée "I.C.B.I. LUX S.à r.l.", (ci-après la "Société"), laquelle sera régie par les présents statuts (les "Statuts") ainsi que par les lois respectives et plus particulièrement par la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Art. 2. La Société a pour objet l'exploitation d'une entreprise de conception et de constructions d'équipements industriels mécaniques, métalliques et automatismes, élaboration de projets, travaux et installation pour l'industrie et le commerce, tant pour son propre compte que pour le compte de tiers.

La Société a en outre pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière, de valeurs mobilières de toute espèces, la gestion ou la mise en valeur du portefeuille qu'elle possédera.

La Société peut également procéder à l'acquisition, la cession, la concession et la mise en valeur, sous quelque forme que ce soit, de brevets, licences, marques, dessins et modèles, droits d'auteur sur les oeuvres littéraires et artistiques et les logiciels, les noms de domaines et tous autres droits de la propriété intellectuelle.

La Société pourra prêter ou emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales ou physiques; elle peut participer à la création et au développement de toutes sociétés et leur prêter tous concours.

D'une façon générale, la Société peut prendre toutes mesures de contrôle, de surveillance et de documentation et faire toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières et immobilières se rattachant directement ou indirectement à son objet ou susceptibles d'en faciliter la réalisation.

Art. 3. La durée de la Société est illimitée.

Art. 4. Le siège social est établi dans la commune de Frisange (Grand-Duché de Luxembourg).

Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision des associés.

Titre II. - Capital social - Parts sociales

Art. 5. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR), représenté par cent (100) parts sociales de cent vingt-cinq euros (125,- EUR) chacune, intégralement libérées.

Le capital social pourra, à tout moment, être augmenté ou diminué dans les conditions prévues par l'article 199 de la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 6. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Elles ne peuvent être cédées entre vifs ou pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'accord unanime de tous les associés.

En cas de cession à un non-associé, les associés restants ont un droit de préemption. Ils doivent l'exercer dans les 30 jours à partir de la date du refus de cession à un non-associé. En cas d'exercice de ce droit de préemption, la valeur de rachat des parts est calculée conformément aux dispositions des alinéas 6 et 7 de l'article 189 de la loi sur les sociétés commerciales.

Art. 7. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la Société.

Les créanciers, ayants-droit ou héritiers d'un associé ne pourront pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits, ils devront se tenir aux valeurs constatées dans les derniers bilans et inventaire de la Société.

Titre III. - Administration et Gérance

Art. 8. La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et révocables à tout moment par l'assemblée générale qui fixe leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Art. 9. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 10. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les décisions collectives ayant pour objet une modification aux Statuts doivent réunir la majorité des associés représentant les trois quarts (3/4) du capital social.

Art. 11. Lorsque la Société ne comporte qu'un seul associé, les pouvoirs attribués par la loi ou les Statuts à l'assemblée générale sont exercés par l'associé unique.

Les décisions prises par l'associé unique, en vertu de ces pouvoirs, sont inscrites sur un procès-verbal ou établies par écrit.

De même, les contrats conclus entre l'associé unique et la Société représentée par lui sont inscrits sur un procès-verbal ou établies par écrit.

Cette disposition n'est pas applicable aux opérations courantes conclues dans des conditions normales.

Art. 12. Le ou les gérants ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 13. Chaque année, le trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérants dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

Art. 14. Tout associé peut prendre au siège social de la Société communication de l'inventaire et du bilan.

Art. 15. Les produits de la Société constatés dans l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution du fonds de réserve légale jusqu'à ce que celui-ci ait atteint dix pour cent du capital social.

Une partie du bénéfice disponible pourra être attribuée à titre de gratification aux gérants par décision des associés.

Art. 16. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Titre IV. - Dissolution - Liquidation

Art. 17. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui en fixeront les pouvoirs et les émoluments.

Titre V. - Dispositions générales

Art. 18. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les Statuts.

Disposition transitoire

Par dérogation, le premier exercice commence aujourd'hui et finira le 31 décembre 2011.

Souscription et Libération

Les Statuts de la Société ayant ainsi été arrêtés, les cent (100) parts sociales ont été souscrites par l'associé unique Monsieur Dominique WERQUIN, préqualifié, et libérées entièrement par le souscripteur prédit moyennant un versement en numéraire, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR) se trouve dès-à-présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire par une attestation bancaire, qui le constate expressément.

Loi anti-blanchiment

L'associé unique déclare, en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être le bénéficiaire réel de la Société faisant l'objet des présentes et certifier que les fonds/biens/droits servant à la libération du capital social ne proviennent pas, respectivement que la Société ne se livre(ra) pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code Pénal et 8-1 de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-1 du Code Pénal (financement du terrorisme).

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge, à raison de sa constitution, est évalué à environ neuf cents euros.

Résolutions prises par l'associé unique

Et aussitôt, le comparant pré-mentionné, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes en tant qu'associé unique:

1. Le siège social est établi à L-3333 Hellange, 28, route de Bettembourg.
2. Monsieur Dominique WERQUIN, ingénieur, né à Algrange (France), le 5 mars 1954, demeurant à F-57100 Thionville, 27, rue des Mûriers, est nommé gérant de la Société pour une durée indéterminée.
3. La Société est valablement engagée en toutes circonstances et sans restrictions par la signature individuelle du gérant.

Déclaration

Le notaire instrumentant a rendu attentif le comparant au fait qu'avant toute activité commerciale de la Société présentement fondée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social, ce qui est expressément reconnu par le comparant.

DONT ACTE fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: D. WERQUIN, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 10 décembre 2010. LAC/2010/55330. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Releveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME délivrée;

Luxembourg, le 15 décembre 2010.

Référence de publication: 2010166316/125.

(100192530) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2010.

café-culture s.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 41, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 144.696.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010171804/10.

(100198995) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2010.

A Tasquinha S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9170 Mertzig, 17, rue de Michelbouch.

R.C.S. Luxembourg B 102.984.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010171805/10.

(100199108) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2010.

TI Expansion S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1425 Luxembourg, 3, rue du Fort Dumoulin.

R.C.S. Luxembourg B 127.506.

L'an deux mille dix, le trentième jour du mois de novembre.

Par-devant Maître Gérard LECUIT, notaire de résidence à Luxembourg,

S'est tenue une assemblée générale extraordinaire de TI Expansion S.A., une société anonyme régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg ayant son siège social au 3, rue du Fort Dumoulin, L-1425 Luxembourg, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 127.506, constituée suivant acte reçu par le notaire prénommé en date du 27 avril 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 25 juin 2007, numéro 1262. Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par le notaire prénommé en date du 8 mai 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 10 juin 2009, numéro 1145 (la "Société").

L'assemblée est ouverte à 16.00 heures sous la présidence de Monsieur Benoit TASSIGNY, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire, Monsieur Mustafa NEZAR, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée élit Maître Ludovic SAMONINI, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg, comme scrutateur.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant de prendre acte:

I. – Que la présente Assemblée Générale Extraordinaire a pour ordre du jour:

Ordre du jour

1. Réduction du capital social de la Société d'un montant de dix millions quatre cent mille euros (EUR 10.400.000,00) de manière à porter le capital social de la Société de son montant actuel de douze millions quatre cent quarante-trois mille neuf cent un euros (EUR 12.443.901,00) à deux millions quarante-trois mille neuf cent un euros (EUR 2.043.901) par voie d'annulation de dix millions quatre cent mille (10.400.000) actions de la Société;

2. Modification subséquente de l'article 5 des statuts qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 5. Capital social.** Le capital social souscrit est fixé à deux millions quarante-trois mille neuf cent un euros (EUR 2.043.901) représenté par deux millions quarante-trois mille neuf cent une (2.043.901) actions d'une valeur nominale d'un euro (1,00 EUR) chacune.

Le capital autorisé, incluant le capital émis, de la Société est fixé à cent soixante millions six cent neuf mille Euros (160.609.000,00 EUR) représenté par cent soixante millions six cent neuf mille (160.609.000) actions d'une valeur nominale d'un Euro (1,00 EUR) chacune.

Pendant une période de trois (3) mois à partir de la publication de ces statuts, le Conseil d'Administration est généralement autorisé à émettre des actions de la Société pour un montant total, incluant le capital émis, deux millions quarante-trois mille neuf cent un euros (EUR 2.043.901), en une ou plusieurs fois, avec ou sans prime d'émission, aux personnes et aux conditions que le Conseil d'Administration déterminera et plus spécialement de procéder à une telle émission sans réserver aux actionnaires existants un droit préférentiel de souscription pour les actions à émettre.

Pendant la même période de trois (3) mois, le Conseil d'Administration est généralement autorisé à émettre des bons de souscription d'actions de la Société, donnant droit à des actions de la Société pour un montant maximum de soixante-deux millions cinq cent mille Euros (62.500.000,00 EUR), en une ou plusieurs fois, aux personnes et aux conditions que le Conseil d'Administration déterminera et plus spécialement de procéder à une telle émission sans réserver aux actionnaires existants un droit préférentiel de souscription pour les bons de souscription d'actions ou les actions à émettre.

Pendant la même période de trois (3) mois, le Conseil d'Administration est généralement autorisé, en application de l'article 8 des présents statuts, à émettre des obligations convertibles en actions de la Société pour un montant total de quatre-vingt-seize millions soixante-cinq mille quatrevingt-dix-neuf Euros (96.065.099,00 EUR), aux personnes et aux conditions que le Conseil d'Administration déterminera.

Chaque fois que le capital souscrit est augmenté, conformément aux paragraphes précédents, le Conseil d'Administration prendra toutes les dispositions nécessaires afin de modifier le présent article afin d'y intégrer cette modification. De plus, le Conseil d'Administration est compétent pour prendre ou autoriser les mesures requises à la mise en oeuvre ou à la publication d'une telle modification, conformément aux dispositions légales.

Le capital social souscrit de la Société, ainsi que le capital autorisé de la Société, pourra être augmenté ou réduit par une décision de l'Assemblée Générale des Actionnaires suivant les formes requises pour modifier les présents statuts.

La Société peut, conformément aux dispositions légales, racheter ses propres actions.»;

3. Divers

II. – Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

III. – Que la totalité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée et tous les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV– Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée, peut valablement délibérer sur les points portés à l'ordre du jour.

Ainsi, l'assemblée, après avoir délibéré, prend, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale extraordinaire décide de réduire le capital social de la Société d'un montant de dix millions quatre cent mille euros (EUR 10.400.000,00) de manière à porter le capital social de la Société de son montant actuel de douze millions quatre cent quarante-trois mille neuf cent un euros (EUR 12.443.901,00) à deux millions quarante-trois mille neuf cent un euros (EUR 2.043.901) par voie d'annulation de dix millions quatre cent mille (10.400.000) actions de la Société et par remboursement aux actionnaires. Le conseil d'administration de la Société fixera le nombre d'actions annulées par actionnaire et en avisera ces derniers.

Il est précisé que ledit remboursement ne pourra se faire que sous observation de l'article 69 (2) de la loi sur les sociétés commerciales.

L'assemblée générale extraordinaire décide d'accorder tous pouvoirs à chaque membre du conseil d'administration de la Société pour signer, pour et au nom de la Société, tous les documents, contrats, certificats, instruments et faire tout ce qui est nécessaire pour l'annulation des actions, ce y compris la mise à jour du registre des actionnaires afin de refléter la réduction du capital de la Société.

Deuxième résolution

En conséquence de la résolution qui précède, l'assemblée générale extraordinaire décide de modifier l'article 5 des statuts qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 5. Capital social.** Le capital social souscrit est fixé à deux millions quarante-trois mille neuf cent un euros (EUR 2.043.901) représenté par deux millions quarante-trois mille neuf cent une (2.043.901) actions d'une valeur nominale d'un euro (1,00 EUR) chacune.

Le capital autorisé, incluant le capital émis, de la Société est fixé à cent soixante millions six cent neuf mille Euros (160.609.000,00 EUR) représenté par cent soixante millions six cent neuf mille (160.609.000) actions d'une valeur nominale d'un Euro (1,00 EUR) chacune.

Pendant une période de trois (3) mois à partir de la publication de ces statuts, le Conseil d'Administration est généralement autorisé à émettre des actions de la Société pour un montant total, incluant le capital émis, deux millions quarante-trois mille neuf cent un euros (EUR 2.043.901), en une ou plusieurs fois, avec ou sans prime d'émission, aux personnes et aux conditions que le Conseil d'Administration déterminera et plus spécialement de procéder à une telle émission sans réserver aux actionnaires existants un droit préférentiel de souscription pour les actions à émettre.

Pendant la même période de trois (3) mois, le Conseil d'Administration est généralement autorisé à émettre des bons de souscription d'actions de la Société, donnant droit à des actions de la Société pour un montant maximum de soixante-deux millions cinq cent mille Euros (62.500.000,00 EUR), en une ou plusieurs fois, aux personnes et aux conditions que le Conseil d'Administration déterminera et plus spécialement de procéder à une telle émission sans réserver aux actionnaires existants un droit préférentiel de souscription pour les bons de souscription d'actions ou les actions à émettre.

Pendant la même période de trois (3) mois, le Conseil d'Administration est généralement autorisé, en application de l'article 8 des présents statuts, à émettre des obligations convertibles en actions de la Société pour un montant total de quatre-vingt-seize millions soixante-cinq mille quatrevingt-dix-neuf Euros (96.065.099,00 EUR), aux personnes et aux conditions que le Conseil d'Administration déterminera.

Chaque fois que le capital souscrit est augmenté, conformément aux paragraphes précédents, le Conseil d'Administration prendra toutes les dispositions nécessaires afin de modifier le présent article afin d'y intégrer cette modification. De plus, le Conseil d'Administration est compétent pour prendre ou autoriser les mesures requises à la mise en oeuvre ou à la publication d'une telle modification, conformément aux dispositions légales.

Le capital social souscrit de la Société, ainsi que le capital autorisé de la Société, pourra être augmenté ou réduit par une décision de l'Assemblée Générale des Actionnaires suivant les formes requises pour modifier les présents statuts.

La Société peut, conformément aux dispositions légales, racheter ses propres actions.»;

Plus rien n'étant fixé à l'ordre du jour, la séance est levée à 16.30 heures.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société à raison des présentes est évalué à environ deux mille euros (EUR 2.000).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée de tout ce qui précède à l'assemblée et aux membres du bureau, tous connus du notaire instrumentaire par leurs noms, prénoms, états et demeures, ces derniers ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: B. TASSIGNY, M. NEZAR, L. SAMONINI, G. LECUIT.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 1^{er} décembre 2010. Relation: LAC/2010/53473. Reçu: soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): F. SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 décembre 2010.

Référence de publication: 2010166586/124.

(100192214) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2010.

A TIA S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2222 Luxembourg, 422, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 109.582.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010171806/10.

(100198979) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2010.

Atelier Mécanique Scheier et Fils S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2339 Luxembourg, 1, rue Christophe Plantin.

R.C.S. Luxembourg B 16.992.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 décembre 2010.

Signature.

Référence de publication: 2010171812/10.

(100199172) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2010.

Ada Consulting S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2561 Luxembourg, 23, rue de Strasbourg.

R.C.S. Luxembourg B 71.875.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21/12/2010.

Signature.

Référence de publication: 2010171814/10.

(100199185) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2010.

Addict, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1139 Luxembourg, 67, rue des Sept Arpents.

R.C.S. Luxembourg B 136.337.

Les Comptes annuels au 31/12/2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Strassen, le 23/12/2010.

Pour ADDICT S.à r.l.

J. REUTER

Référence de publication: 2010171815/12.

(100198931) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2010.

Agil S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 59.463.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Joëlle BADEN

Notaire

Référence de publication: 2010171819/12.

(100198872) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2010.

Aerospace Technology Luxembourg S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 56.541.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire Centrale du Luxembourg SA
L-2530 LUXEMBOURG
4, RUE HENRI SCHNADT
Signature

Référence de publication: 2010171816/13.

(100199018) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2010.

AF Aircargo Beteiligungs GmbH, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1521 Luxembourg, 122, rue Adolphe Fischer.

R.C.S. Luxembourg B 143.442.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire Centrale du Luxembourg
L-2530 LUXEMBOURG
4, RUE HENRI SCHNADT
Signature

Référence de publication: 2010171817/13.

(100199165) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2010.

Affrètements, Distributions, Services, Logistic S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3510 Dudelange, 10, rue de la Libération.

R.C.S. Luxembourg B 92.134.

Le Bilan au 31/12/2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22/12/2010.

Signature.

Référence de publication: 2010171818/10.

(100199253) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2010.

Alimentation Europa S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7619 Larochette, 36A, rue de Medernach.

R.C.S. Luxembourg B 77.156.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010171820/10.

(100198987) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2010.

Altrima Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 113.311.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2010171821/10.

(100199213) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2010.

Autocars Zenners S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5439 Remerschen, 4, Schengerwiss.

R.C.S. Luxembourg B 57.994.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire Centrale du Luxembourg SA
L-2530 LUXEMBOURG
4, RUE HENRI SCHNADT
Signature

Référence de publication: 2010171826/13.

(100199200) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2010.

Arcana Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8009 Strassen, 43, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 37.887.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 7/12/2010.

Signature.

Référence de publication: 2010171823/10.

(100199127) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2010.

Arcania S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 83.128.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010171824/10.

(100199158) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2010.

Ariata S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri.

R.C.S. Luxembourg B 81.835.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour ARIATA S.A.

Wim SMETS / Hilde SMETS

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2010171825/12.

(100198910) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2010.

LSF5 Roundup Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 138.556.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 décembre 2010.

Pour copie conforme

Pour la société

Maître Carlo WERSANDT

Notaire

Référence de publication: 2010172242/14.

(100199934) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2010.

Axus Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8010 Strassen, 270, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 23.299.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire Centrale du Luxembourg SA

L-2530 LUXEMBOURG

4, RUE HENRI SCHNADT

Signature

Référence de publication: 2010171827/13.

(100199057) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2010.

Centurion European German Property 10 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 140.705.

Les comptes annuels au 31.12.2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010172875/9.

(100200854) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2010.

B - Tel Trading S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6738 Grevenmacher, 11, rue des Jardins.

R.C.S. Luxembourg B 97.680.

Les comptes annuels au 31/12/2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010171828/10.

(100199249) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2010.

B.M.D. International S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 32.796.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Joëlle BADEN

Notaire

Référence de publication: 2010171829/12.

(100198903) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2010.

B.M.T. S.A.H., Société Anonyme.

Siège social: L-1445 Strassen, 3, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 20.966.

Les Comptes annuels au 31/12/2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Strassen, le 23/12/2010.

Pour B.M.T. S.A.H.

J. REUTER

Référence de publication: 2010171830/12.

(100198918) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2010.

B+C Beschläge S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8009 Strassen, 43, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 52.498.

Les comptes annuels au 31/12/2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010171831/10.

(100199139) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2010.

Beatriz S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1260 Luxembourg, 80, rue de Bonnevoie.

R.C.S. Luxembourg B 110.390.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010171834/10.

(100199083) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2010.

Baltray S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 140.224.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg Corporation Company S.A.

Signatures

Référence de publication: 2010171832/11.

(100198956) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2010.

Belval Square SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1618 Luxembourg, 2, rue des Gaulois.

R.C.S. Luxembourg B 93.026.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire Centrale du Luxembourg SA

L-2530 LUXEMBOURG

4, RUE HENRI SCHNADT

Signature

Référence de publication: 2010171835/13.

(100199190) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2010.

BHG Luxembourg Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6776 Grevenmacher, 10, Op der Ahlkërrech.

R.C.S. Luxembourg B 121.651.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire Centrale du Luxembourg SA
L-2530 LUXEMBOURG
4, RUE HENRI SCHNADT
Signature

Référence de publication: 2010171836/13.

(100199016) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2010.

Biotechnology Ingredient Supplement S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8009 Strassen, 43, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 67.286.

Les comptes annuels au 31/12/2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010171837/10.

(100199133) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2010.

Brasserie Santo Tirso S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4210 Esch-sur-Alzette, 51, rue de la Libération.

R.C.S. Luxembourg B 74.131.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010171838/10.

(100199096) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2010.

Conceptteam S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 148.061.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010171839/10.

(100199140) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2010.

RE French Investments 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 13, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 128.470.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 décembre 2010.

RE French Investments 2 S.à r.l.

Manacor (Luxembourg) S.A.

Signatures

Gérant

Référence de publication: 2011000302/15.

(100202508) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2010.

Azur Immobiliare S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1143 Luxembourg, 2, rue Astrid.

R.C.S. Luxembourg B 110.207.

—
DISSOLUTION

L'an deux mille dix, le vingt-cinq novembre.

Par-devant Maître Léonie GRETHEN, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

Monsieur Nicolas RENTZ, avocat, demeurant à Luxembourg,

agissant en sa qualité de mandataire spécial de la société SIZILIA VENTURES CORP, société de droit panaméen, ayant son siège sociale Via España and Elvira

Mendez Street, Delta Tower à Panama en vertu d'une procuration donné à Luxembourg en date du 15 novembre.

Lequel comparant a requis le notaire instrumentant d'acter:

- que la société Azur Immobiliare S.A. avec siège social à L-1143 Luxembourg, 2, rue Astrid, a été constituée suivant acte reçu par Maître Emile Schlessler, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 23 août 2005, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, n° 48 du 9 janvier 2006;

- que les statuts ont été modifiés par acte de Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, en date du 12 décembre 2008, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, n° 204 du 29 janvier 2009;

- que le capital social de la société s'élève actuellement à EUR 31.000,-, représenté par 100 actions d'une valeur nominale de EUR 310,- chacune, entièrement libérées;

- que la société SIZILIA VENTURES CORP. société de droit panaméen, ayant son siège sociale Via España and Elvira Mendez Street, Delta Tower à Panama, étant devenue seule propriétaire des actions dont s'agit, a décidé de dissoudre et de liquider la société anonyme Azur Immobiliare S.A., celle-ci ayant cessé toute activité;

- que la société SIZILIA VENTURES CORP. agissant en sa qualité de liquidateur et d'actionnaire unique de la société Azur Immobiliare S.A. déclare:

- que tous les actifs ont été réalisés et sont devenus la propriété de l'actionnaire unique;

- que tous les passifs connus de la société vis-à-vis des tiers ont été réglés entièrement ou dûment provisionnés;

- par rapport à d'éventuels passifs, actuellement inconnus de la société et non payés à l'heure actuelle, assumer irrévocablement l'obligation de les payer, de sorte que la liquidation de la société Azur Immobiliare S.A. est à considérer comme clôturée.

- que décharge pleine et entière est accordée aux administrateurs et au commissaire aux comptes, pour l'exercice de leurs mandats respectifs;

- que les livres et documents de la société seront conservés pendant une durée de cinq (5) ans à L-1143 Luxembourg, 2, rue Astrid.

Le(s) associé(s) déclare(nt), en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être le(s) bénéficiaire(s) réel(s) de la société faisant l'objet des présentes et certifient que les fonds/biens/droits servant à la libération du capital social ne proviennent pas respectivement que la société ne se livre(ra) pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code Pénal et 8-1 de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-1 du Code Pénal (financement du terrorisme).

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Rentz, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg, le 26 novembre 2010. Relation: LAC/2010/52656. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): SANDT.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 24 décembre 2010.

Référence de publication: 2010172038/50.

(100199462) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2010.